

PLENUMVERGADERING

van

VRIJDAG 2 JANUARI 2009

Namiddag

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

VENDREDI 2 JANVIER 2009

Après-midi

De vergadering wordt geopend om 14.20 uur en voorgezeten door de heer Patrick Dewael.
La séance est ouverte à 14.20 heures et présidée par M. Patrick Dewael.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering:
Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance:
Julie Fernandez-Fernandez, Paul Magnette, Charles Michel.

De **voorzitter**: De vergadering is geopend.
La séance est ouverte.

Berichten van verhindering **Excusés**

Hilâl Yalçın, wegens gezondheidsredenen / pour raisons de santé.

01 Hervatting van de bespreking van de verklaring van de regering **01 Reprise de la discussion de la déclaration du gouvernement**

De bespreking van de verklaring van de regering is hervat.
La discussion de la déclaration du gouvernement est reprise.

Le **président**: Nous attendons le premier ministre.

Collega's, wij heropenen de vergadering en wij begroeten de eerste minister.

01.01 Thierry Giet (PS): Monsieur le président, chers collègues, monsieur le premier ministre, mesdames et messieurs les ministres et secrétaires d'État, M. Nollet voulait sans doute dire que celui qui allait s'exprimer était un représentant de la majorité. Le PS compte tout de même vingt membres dans cette Chambre. Monsieur le président, chers collègues, notre pays est souvent présenté comme avant-gardiste et surréaliste à la fois. Mon groupe doit bien convenir que ce pays n'a pas sacrifié à sa réputation ces quinze derniers jours. Ce pays n'a vraiment que faire des traditions et encore moins du qu'en-dira-t-on. Prenons la trêve de Noël. Elle est respectée presque partout dans le monde. L'activité est au ralenti, on se retrouve en famille ou entre amis, le temps d'une pause. Même ceux qui font de la spéculation leur sport favori se calment. Cela vaut d'ailleurs mieux pour le monde entier.

Chez nous, on n'a que faire de ces traditions: Chambre et Sénat gardent leurs portes ouvertes. Nous avons observé avec le même regard éberlué que tous les citoyens de ce pays un gouvernement s'effondrer et certains peiner sinon traîner à le remettre debout. Et cela alors que nous vivons la plus grande crise depuis 1929, comme le premier ministre l'a souligné. Nous nous sommes retrouvés avec un pays en affaires courantes. À situation exceptionnelle dans ce pays surréaliste et d'avant-garde, nous avons répondu "affaires courantes".

Monsieur le premier ministre, je me permettrai donc moi aussi de déroger aux traditions. Ce ne sont pas des vœux traditionnels que je formulerai dès lors au gouvernement en ce jour, mais bien des exigences, et je lui rappellerai son obligation de résultats. Notre pays a besoin de stabilité, de sérieux, de rigueur, de créativité. La crise que doit affronter la population exige un gouvernement fort qui puisse prendre toutes les mesures nécessaires pour parer au plus pressé dans un premier temps et ensuite repenser un système qui a montré

ses limites.

Le plus urgent: il faut bien entendu d'abord adopter et mettre en œuvre le budget dont nous avons entamé le débat, mettre en œuvre le plan de relance, ainsi que l'accord interprofessionnel. La crise financière que nous subissons aujourd'hui et qui a fait vaciller nos banques, qui a plongé dans le désarroi tous les épargnants du pays, qui fait toujours trembler les travailleurs du secteur bancaire, qui bloque les projets des 20.000 clients de Kaupthing, la récession économique qui a été exacerbée par ce système financier devenu fou, récession économique qui charrie déjà faillites, chômage technique, panique, cette crise financière et cette récession vous obligent, nous obligent à prendre des mesures exceptionnelles, des mesures à la hauteur de l'inquiétude de la population, sur le court terme et sur le long terme.

Mon groupe tient particulièrement à saluer le changement de cap de beaucoup d'hommes et de femmes politiques de par le monde. L'intervention publique n'est plus le tabou décrété lors des années Reagan et Thatcher, les autorités publiques ne sont plus le petit gendarme du marché, mais redeviennent le moteur de la relance; le tabou du 'deficit spending' est renvoyé au placard pour réinjecter des moyens dans l'économie réelle et dans le pouvoir d'achat.

Des États-Unis d'Obama à l'Espagne de Zapatero, en passant par la Chine, ce sont des milliards que les États réinjecteront pour parer aux conséquences les plus urgentes de la crise du système néo-libéral en investissant dans de grands travaux d'utilité publique, dans les chemins de fer, dans la garantie de l'accès au crédit, dans la protection des plus vulnérables.

Et mon groupe se réjouit que, chez nous aussi, après les réflexes hésitations de quelques-uns, le choix d'un budget particulier pour circonstances particulières ait été accepté, que le choix d'un plan de relance qui soutient l'économie réelle et le pouvoir d'achat ait été opéré.

Diverses mesures peuvent enfin être adoptées dès maintenant; je tiens à les rappeler: l'augmentation des allocations de chômage économique pour les milliers de travailleurs qui risquent, à cause de cette crise, de se retrouver un temps sans travail; la diminution des factures d'énergie; en plus du maintien du système d'indexation, l'augmentation du salaire des travailleurs; l'intégration de l'accord professionnel pour soutenir les choix des partenaires sociaux destinés à surmonter la crise; le soutien public à l'investissement public et privé; le plan Environnement-Emploi et le soutien à la compétitivité des entreprises.

Voilà pour le plus pressé! Mais mon groupe refuse la logique qui voudrait se contenter de panser les plaies. C'est trop facile de faire payer par la collectivité les errements d'une idéologie. Il faut aller plus loin et tout mettre en œuvre pour que cela ne se reproduise plus. Nous devons donc tirer les leçons de ce qui nous est arrivé.

Sans vouloir donner l'impression d'insister, je rappellerai à tous les partis de cette assemblée que nous avons été les premiers avec le sp.a à exiger la création d'une commission d'enquête sur la crise financière. Je rappellerai en particulier à ceux qui, aujourd'hui, ironisent un peu facilement sur la soi-disant ingérence du gouvernement sur le travail du Parlement qu'à l'époque, nous étions bien seuls pour défendre la création de cette commission d'enquête.

Aujourd'hui, nous allons mettre sur pied deux commissions qui vont se pencher sur le pourquoi et le comment notre système bancaire a pu vaciller aussi facilement, sur le pourquoi et le comment des centaines de milliers d'épargnants ont parfois été grugés par tant d'opacité, sur le respect ou non de ce principe général de droit qu'est la séparation des pouvoirs.

Nous aurions dû installer ici, il y a quinze jours, la commission mixte Chambre-Sénat chargée d'examiner au sens large la crise financière. Je voudrais rappeler que la méthode de travail dans cette commission reposait déjà sur le choix de confier à des experts la rédaction d'un rapport préalable. Mon groupe se réjouit que le gouvernement partage ce choix méthodologique. Cette commission d'enquête n'est pas un tribunal politique! Je sais que certains rêvent d'effet de manche. Ils se verraient volontiers jouer le rôle des procureurs de séries américaines mais je voudrais insister sur le caractère particulièrement sensible du travail qui nous attend. Nous ne pouvons en aucun cas menacer le travail que la Justice est en train de mener. Je ne suis personnellement pas en mesure – et j'ignore qui l'est aujourd'hui – de définir le champ d'action que nous pourrions occuper sans prendre le risque de vicier les procès en cours.

Dans nos deux commissions, les experts nous aideront mais ne nous remplaceront pas. Ils nous permettront

simplement de mieux travailler. Les conclusions que nous tirerons de ces commissions devront nous guider pour repenser un système où l'autorégulation et le laisser-faire néo-libéral ont permis de si graves ravages.

Monsieur le président, monsieur le premier ministre, chers collègues, ce gouvernement est obligé, aujourd'hui, de restaurer la confiance. Vous l'avez martelée, monsieur le premier ministre, dans votre déclaration. Il faut que le citoyen puisse avoir de nouveau confiance en notre capacité à le prémunir des aléas de la vie, à lui permettre de développer des projets de vie, à le mettre à l'abri de la crise financière et économique que nous connaissons. Pour restaurer cette confiance, la stabilité est une condition sine qua non.

Que vous ayez décidé d'exécuter de "A à Z" l'accord du précédent gouvernement est un choix très important!

J'ai déjà parlé du budget, de l'accord interprofessionnel et du plan de relance. Je citerai encore, monsieur le premier ministre, les accords intervenus il y a quelques mois sur la régularisation.

Il y a dans notre pays bon nombre de personnes qui sont bien intégrées, qui travaillent, dont les enfants fréquentent nos écoles et qui ne peuvent pourtant prétendre à la stabilité parce qu'elles n'ont pas de papiers; ces personnes ont fait confiance au précédent gouvernement qui avait décidé d'établir de nouveaux critères objectivables, comme l'ancrage local, auxquels elles pouvaient répondre. Il faut aussi leur rendre confiance et, enfin, exécuter cet accord.

On ne peut évidemment évoquer la stabilité, monsieur le premier ministre, sans invoquer le volet institutionnel. Nous savons assez crûment dans cette assemblée que les questions communautaires ont en elles une charge explosive et parfois affective qui peut menacer, du jour au lendemain, tout le travail que nous devons accomplir pour répondre aux défis posés par la crise financière et économique.

La relance du dialogue communautaire couplée à la création d'un groupe de travail chargé de présenter des solutions à BHV dès l'été 2009 augure d'une volonté, d'un désir réel de travailler ensemble. Le choix d'une méthode négociée et d'un calendrier devrait garantir lui aussi la stabilité nécessaire pour restaurer la confiance.

Monsieur le premier ministre, mesdames et messieurs les ministres et secrétaires d'État, le groupe socialiste accordera la confiance à votre gouvernement.

01.02 Bart Tommelein (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, collega's – beste vrienden is iets te veel gevraagd, mijnheer Schouppe – ik wil eerst u allen een prettig nieuw jaar toewensen, een nieuw jaar waarin alles wat u wenst ook zal gebeuren. Dat is hetgeen wij doen onder mekaar, mijnheer de eerste minister, wij beginnen een nieuw jaar steeds met mekaar een beter jaar toe te wensen. Vandaag, bij het begin van dit nieuwe jaar, zijn wij hier samen om te debatteren over het vertrouwen dat deze federale regering aan het Parlement vraagt.

Het is de derde keer in iets meer dan een jaar tijd dat wij hier een dergelijk debat voeren. Ik hoop met u, en ook namens mijn volledige fractie, dat wij nu iets langer wachten voor wij nog eens zo'n oefening doen.

Vandaag wil de nieuwe regering starten met het herstellen van het vertrouwen. Zoals de nieuwe eerste minister herhaaldelijk heeft benadrukt in de regeerverklaring, vertrouwen herstellen is slechts op één manier mogelijk, namelijk het combineren van daadkracht met stabiliteit.

Er moet daadkracht zijn in de noodzakelijke hervormingen en in het regeren. Er moet stabiliteit zijn in de politiek. Het land heeft nood aan politieke stabiliteit, nu meer dan ooit.

Sinds vorige lente vaart onze economie door zeer zwaar weer. Wat eerst een Amerikaans probleem leek met rommelkredieten, groeide voorbij de zomer uit tot een diepgaande financiële crisis. Stijgende olieprijs en een naar eigentijdse maatstaven hollende inflatie deden vage herinneringen opduiken uit de jaren '70. De druk op de aandelenmarkten en nadien op ons volledig bancaire systeem deed ons terugdenken aan de jaren '30 van de vorige eeuw.

Collega's, elke economische crisis is echter anders. Het staat wel vast dat de economische recessie die wij thans doormaken diepgaander is dan de conjunctuurinzinkingen van de afgelopen drie decennia.

In zo'n precair economisch klimaat staan politieke besluiteloosheid en politieke instabiliteit gelijk aan met vuur spelen. Dit land kan zich geen malgoverno permitteren. Dit land heeft uitgerekend vandaag nood aan een regering die bestuurt, een regering die durft te beslissen, een daadkrachtige regering en een regering die vooruit wil.

Collega's, daarom is het goed dat de politieke crisis ten gevolge van het ontslag van Leterme I niet te lang heeft geduurd en dat de partijen van de meerderheid onder leiding van formateur Van Rompuy snel tot een akkoord zijn kunnen komen en dat het eerder gesloten regeerakkoord ongeschonden is gelaten.

Wij hebben, kortom, gekozen voor een snelle doorstart en niet voor een langdurende politieke impasse. Collega's, een snelle doorstart was en is cruciaal. De Wetstraat mag dan wel even stilstaan, de economische crisis doet dat niet. Integendeel, enkele dagen geleden raakte nog bekend dat 2008 de geschiedenis ingaat als het jaar met de meeste faillissementen ooit en als het jaar met de grootste terugval van de Brusselse beurs sinds haar oprichting in 1832.

Of men het nu wil of niet, de wereld draait verder en de uitdagingen worden met de dag groter. Overal nemen regeringen maatregelen tegen de crisis. Ook in ons land liggen de plannen klaar. Wij mogen dus niet talmen met de uitvoering ervan. Wij moeten daadkracht tonen. Wij moeten dus ook snel de begroting 2009 goedkeuren, omdat die begroting belangrijke maatregelen voor de mensen bevat. Ik denk daarbij aan de verhoging van de pensioenen of de jobkorting. Bovendien bevat de begroting ook enkele structurele besparingen, zoals de uitgavenbeheersing in de ziekteverzekering of de afslanking van het overheidsapparaat. Wij hebben thans, collega's, een te groot overheidsbeslag op onze economie.

Die twee maatregelen moeten voor Open Vld een aanzet vormen voor verdere hervormingen, die nodig zullen zijn om de overheidsfinanciën weer op koers te brengen. Wij weten allemaal dat een tekort in 2009 onafwendbaar is, niet enkel bij ons, maar in zowat alle landen van Europa. Het tekort voor volgend jaar mag echter geen voorbode zijn van oplopende tekorten in de komende jaren. Integendeel, het moet ons juist waakzamer en attenter maken. Het moet ons aanmoedigen om dat tekort zo snel mogelijk weer weg te werken en het moet een stimulans zijn om de begrotingstrein snel weer op het juiste spoor te krijgen en opnieuw aansluiting te laten vinden bij het evenwicht van de voorbije jaren.

Naast de begroting liggen ook het IPA en het herstelplan klaar om te worden uitgevoerd. Collega's, de sociale partners zijn er vorige maand in geslaagd om overeenstemming te bereiken over het interprofessioneel akkoord. Het is positief dat in economisch woelige tijden vakbonden en werkgevers op korte termijn hun verantwoordelijkheid nemen en zorgen voor de nodige sociale stabiliteit. De regering zal de uitvoering van het akkoord mee helpen ondersteunen. Samen met het herstelplan bevat het IPA immers maatregelen die de koopkracht van de mensen versterken, en cruciale lastenverlagingen voor onze bedrijven. Van de twee miljard euro voor extra inspanningen gaat bijna 1,8 miljard, 90% dus, naar lastenverlagingen en maatregelen die de bedrijven extra zuurstof geven.

Meer zuurstof voor de bedrijven vormt dus de kern van het herstelplan. Dat is cruciaal, want het is vooral een investering in de vele honderdduizenden werknemers, collega Tobback, die vandaag vrezen voor hun job. Met de maatregelen geven we de mensen hoop dat zij hun job kunnen behouden. Dat is de inzet van het herstelplan. Het moet dan ook de eerste en belangrijkste opdracht van onze regering zijn om het herstelplan uit te voeren, beter vandaag dan morgen, mijnheer de premier. De economische crisis moeten we vandaag met daadkracht bekampen.

De vergrijzing houdt er niet door op. Zo snel mogelijk weer aanknopen bij de traditie van begrotingsoverschotten van de vorige regeringen gaat hand in hand met het werken aan de betaalbaarheid van onze pensioenen. De nationale pensioenconferentie moet hiertoe aanzetten geven. Ze moet voor Open Vld de ambitie hebben om met baanbrekende voorstellen te komen die ons pensioenstelsel fundamenteel hervormen en klaarstomen voor de toekomst.

Hetzelfde geldt voor de betaalbaarheid van onze sociale zekerheid. Open Vld verheugt zich over de resultaten van het overleg tussen ziekenfondsen en zorgverstrekkers. We kunnen ook morgen onze ziekteverzekering blijven garanderen als we maar strikt en correct omgaan met het groeipad van de kosten voor de volgende jaren, zuinig en rechtvaardig.

Collega's, een derde langetermijnuitdaging betreft het klimaat. Het langverwachte EU-klimaatcompromis dat

vorige maand werd bereikt, is een belangrijke leidraad. De economische malaise die we thans ervaren, is in die context eigenlijk een opportuniteit. In deze economie in volle omschakeling, moeten we van de nood een deugd maken en maximaal inzetten op de ecologische verduurzaming ervan.

De meltdown die onze financiële sector onderging, is vermeden. De vorige federale regering heeft daartoe de handen uit de mouwen gestoken. Ze heeft haar verantwoordelijkheid genomen voor de miljoenen spaarders en de tienduizenden werknemers van de Belgische banken. Collega's, we moeten echter lessen trekken uit wat zich de voorbije maanden heeft afgespeeld. Daarnaast moet de regering de ambitie hebben om met concrete voorstellen te komen om de financiële sector te versterken en om onverantwoorde speculaties tegen te gaan, niet alleen op het niveau van België en het Parlement, maar vooral ook op internationale fora. Hoewel iedereen het erover eens is dat de financiële crisis in de eerste plaats globaal moet worden aangepakt, moet ons land hierin toch het voortouw durven te nemen.

Ten slotte, is er ook de staatshervorming. Het is goed dat de partijen van de meerderheid het engagement zijn aangegaan de communautaire dialoog verder alle kansen te geven. Het is al vaak gezegd, ook door mij van op dit spreekgestoelte als fractieleider van de Vlaamse liberalen: ons land heeft een echte staatshervorming nodig.

Maar – nu komt het, collega's – wij hebben steeds gezegd dat die er enkel kan komen in dialoog en wederzijds respect. Niet met veto's, niet met deadlines, dat heeft 2008 duidelijk aangetoond.

Collega's, ik ben er samen met mijn fractie van overtuigd dat het klimaat om tot resultaten te komen vandaag veel beter is dan twee jaar geleden. Een grote doorbraak – laten wij eerlijk zijn – voor de regionale verkiezingen dit jaar, is wellicht te hoog gegrepen. Maar daarna moet het toch mogelijk zijn een nieuwe grote stap te zetten in de richting van een modernere en efficiëntere federale staatsstructuur voor dit land.

Kortom, er ligt veel werk op de plank voor Van Rompuy I. Er wachten veel uitdagingen, die wij stuk voor stuk zullen aanpakken. Maar first things first: nu moeten wij de crisis aanpakken. Als er iets is waar iedereen mee bezig is, is het dat. Dat is wat men van deze regering verwacht, en terecht. Ik ben ervan overtuigd dat aan vele feesttafels de voorbije dagen de economische en financiële crisis ter sprake is gekomen. Dat is normaal. De mensen zijn bezorgd.

Onlangs nog kopte een krant dat 6 op 10 mensen vrezen voor hun job. De regering moet nu aan de kant van de mensen staan. De regering moet hoop geven, hoop dat de mensen niet zonder job zullen vallen, of dat zij als het toch gebeurd is snel opnieuw aan de slag kunnen. Dat is wat deze regering nu moet doen: hoop geven, perspectieven bieden, niet het hoofd laten hangen maar de weg uit de crisis tonen, het vertrouwen herstellen door daadkracht en stabiliteit.

In dit versplinterde politieke landschap is het noodzakelijk dat partijen samenwerken. Sommigen willen de mensen het valse gevoel geven dat dit niet hoeft: samenwerken hoeft niet, compromissen sluiten hoeft niet, en naar een oplossing zoeken is helemaal overbodig. Zij kunnen zagezegd op hun eentje het land besturen en het land hervormen.

Collega Verherstraeten, ik ben het met u eens. Ik ben het volmondig met u eens: de enige oplossing is dat wij de komende maanden samenwerken om de mensen opnieuw hoop en houvast te geven. Wij, CD&V en Open Vld, zijn in Vlaanderen door de kiezers aangeduid om partners te zijn.

Mijnheer Landuyt, wij zullen ter zake onze verantwoordelijkheid opnemen. Wij zullen dat samen met de andere partijen van de meerderheid doen.

Mijnheer de eerste minister, wij zijn ervan overtuigd dat u in dat verband hetzelfde denkt en dat u samen met ons de crisis zal aanpakken. U en uw regering kunnen daartoe op onze volle steun rekenen.

01.03 Christian Brotcorne (cdH): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, mesdames, messieurs les ministres, chers collègues, s'il y a bien en ce 2 janvier un vœu auquel nos compatriotes peuvent prétendre, c'est celui de voir leur classe politique s'accorder sur l'essentiel. Quel est l'essentiel pour nos concitoyens? S'atteler à la gestion et à la résolution des problèmes quotidiens qu'ils rencontrent, mais aussi développer avec eux et pour les générations futures une vision de l'avenir.

La crise financière que nous traversons encore nous laisse entrevoir les prémices d'une crise économique

sévère. On parle de dépression. Il faut veiller, chers collègues, à ce que cette crise ne se transforme pas en crise sociale majeure. C'est la raison pour laquelle nous avons bien besoin d'un gouvernement; d'un gouvernement qui soit en réelle capacité de prendre les décisions qui s'imposent. C'est également la raison pour laquelle, monsieur le premier ministre, au nom de mon groupe, je vous remercie d'avoir accepté d'endosser cette responsabilité qui n'est ni simple ni facile par les temps qui courent. Nous espérons que ce gouvernement pourra travailler dans la durée. Pourquoi? Parce qu'il doit s'atteler aux défis essentiels que sont l'emploi et le développement économique, la sécurité sociale conçue comme pilier de la solidarité et de la lutte contre la pauvreté, les défis écologiques et du vieillissement, la sécurité publique et enfin, l'efficacité de l'État.

Monsieur le premier ministre, dans votre déclaration devant la Chambre, mercredi, vous avez utilisé le mot "confiance" comme un leitmotiv. Comme M. Nollet, j'ai relevé que vous l'aviez, dans le texte écrit en tout cas, utilisé à douze reprises. Je m'en réjouis car c'est là le véritable problème! La première tâche de votre gouvernement est de rétablir la confiance, ce à plusieurs niveaux. Tout d'abord, la confiance envers le politique. Sans rappeler les antécédents de la crise financière que nous avons connue, il est indéniable que celle-ci a posé des problèmes et qu'il est indispensable de faire toute la clarté sur d'éventuelles infractions au principe de la séparation des pouvoirs. La confiance, monsieur le premier ministre, c'est impérativement par le biais d'une véritable commission d'enquête parlementaire qu'il faudra la rechercher et la retrouver. Cette commission devra, effectivement, avec tous les pouvoirs d'une véritable commission d'enquête, rechercher si, sur la base de la Constitution ou de la loi, d'éventuels éléments de fait démontrent que le principe de la séparation des pouvoirs n'aurait pas été respecté à l'occasion des procédures judiciaires engagées en Belgique.

Parce que précisément cette commission d'enquête est dotée des pouvoirs d'un juge d'instruction, elle devra obligatoirement et nécessairement travailler dans la sérénité et l'impartialité. En outre, elle devra travailler vite car les réponses qu'elle pourra fournir seront essentielles.

Parallèlement à cette commission d'enquête, la commission spéciale mixte Chambre et Sénat dont notre assemblée a déjà décidé l'organisation, devra examiner les mécanismes et responsabilités ayant mené à la crise financière et bancaire, devra analyser les manquements de la législation en la matière et tirer ici aussi des leçons pour l'avenir. Ce travail doit également être entamé sans délai.

J'en arrive ainsi à la confiance dans les institutions. Les Belges doivent avoir confiance dans leur modèle d'organisation politique de l'État. C'est pourquoi nous sommes évidemment prêts à poursuivre un dialogue institutionnel constructif pour arriver à des solutions raisonnables. Monsieur le premier ministre, vous connaissez aussi notre détermination: nous veillerons à ce que le débat puisse avoir lieu dans un cadre négocié, mais aussi dans un cadre équilibré prenant en compte l'ensemble des problèmes sans mettre à mal la nécessaire solidarité interpersonnelle.

Il y a aussi la confiance en l'avenir, en notre capacité à nous projeter dans le futur. C'est ce que nous attendons aussi de votre gouvernement et je me réjouis que vous ayez inscrit votre déclaration dans le contexte mondial de l'urgence du développement durable que commande la préservation de notre environnement et la lutte contre le dérèglement climatique. C'est une approche qui rencontre les préoccupations du cdH.

Aujourd'hui, monsieur le premier ministre, mesdames, messieurs les ministres, chers collègues, notre priorité est de faire face aux conséquences de la crise financière sur le plan économique avec ses conséquences pour l'emploi et le pouvoir d'achat.

S'agissant de l'emploi, face à la forte dégradation des perspectives de travail dans les prochains mois, les politiques de l'emploi et de protection sociale doivent bien évidemment bénéficier de la même attention que celle que nous accordons aux politiques économiques et financières.

Il ne serait pas compréhensible qu'alors que nous renforçons la régulation du système financier, nous procédions dans le même temps à une dérégulation des marchés de l'emploi en raison de la crise.

Cette nouvelle conjoncture qui va s'imposer à nous exige de notre part le sens des responsabilités, sens des responsabilités de notre gouvernement et du Parlement fédéral pour dessiner, avec tous les autres niveaux de pouvoir, une stratégie nationale pour l'emploi qui implique des objectifs communs clairs, des engagements précis et des mesures concrètes.

Cette stratégie doit impliquer les partenaires sociaux comme c'est d'usage en Belgique et intégrer dès lors les résultats de l'accord interprofessionnel.

Nous avons déjà fait état du plan de relance de l'économie dans cette assemblée. M. Tommelein vient de rappeler les huit mille faillites déclarées en Belgique l'année dernière. Il convenait de réagir rapidement. Le gouvernement précédent a adopté des mesures à la suite desquelles vous vous inscrivez et auxquelles nous adhérons: pallier notre handicap de compétitivité par la réduction des charges, réduire le taux de TVA dans la construction, créer des guichets uniques pour la facilité administrative, allouer des budgets supplémentaires aux programmes de recherche et de développement pour accéder à une société de la connaissance.

Dans le même temps, apporter un soutien au pouvoir d'achat des travailleurs et des allocataires sociaux. Le milliard d'euros que le gouvernement consent à injecter pour la réalisation de l'accord interprofessionnel permettra le maintien de l'indexation des salaires, un meilleur remboursement des trajets entre le domicile et le lieu de travail, une meilleure rémunération du chômage économique pendant la première période – et Dieu sait si nous allons subir les conséquences de la crise dans ce domaine. Ce ne sont que quelques mesures mais elles sont essentielles pour le maintien du pouvoir d'achat, pouvoir d'achat qui concerne aussi bien les actifs que les non-actifs. C'est pour cette raison que l'enveloppe de 200 millions consacrée à la liaison au bien-être doit être utilisée pour permettre l'augmentation des pensions les plus anciennes et les plus basses.

Enfin, je me permets d'attirer l'attention de notre Parlement sur un problème qui peut accroître la paupérisation et ne pas être en phase avec notre volonté de soutenir le pouvoir d'achat: je veux parler du surendettement. En juin 2008, dans notre pays, plus de 340.000 personnes étaient considérées comme surendettées. Il faut donc prendre des initiatives pour encadrer davantage les conditions d'octroi de crédits aux particuliers. Je me réjouis d'ailleurs que les parlementaires du cdH aient déjà déposé des propositions de loi en ce sens.

La crise que nous connaissons, financière, économique, crise du pouvoir d'achat est également l'occasion de réfléchir et au-delà de ses conséquences néfastes, l'occasion d'un rebond pour notre pays, de constituer un levier pour l'avenir, et notamment celui de notre Terre. Alors que l'Union européenne vient d'adopter son paquet Climat Stratégie, je me réjouis de voir le gouvernement belge s'inscrire résolument dans cette politique, notamment à travers la réduction de la consommation d'énergie. Je soulignerai les mécanismes de tiers investisseurs destinés à la rénovation durable tant des bâtiments privés que publics.

Mais nous attendons aussi impatiemment au cdH que le gouvernement mette en place une véritable alliance environnement-travail avec les entités fédérées, les partenaires sociaux et le secteur de la construction.

Il faut vraiment développer les emplois durables, ceux qui peuvent être créés à partir de cette nouvelle niche économique qu'est le développement durable. Favoriser l'écoconstruction est une question d'avenir et c'est dans ce sens qu'il convient de poursuivre, pour les générations à venir.

À titre d'exemple et en totale cohérence avec ce projet, la Région wallonne s'est engagée à renforcer la formation dans le domaine des emplois verts pour répondre notamment aux besoins de main-d'œuvre qualifiée des entreprises actives dans les domaines de l'écoconstruction ou de l'efficacité énergétique.

01.04 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, M. Brotcorne parle beaucoup d'écoconstruction et cela m'interpelle. J'aimerais savoir s'il serait prêt à soutenir l'idée que les 300 millions débloqués dans le cadre du plan de relance pour diminuer le taux de TVA sur les constructions soient spécifiquement accordés pour tout ce qui concerne l'écoconstruction au lieu qu'ils ne soient dispersés de manière générale, ainsi que le présente le texte actuel.

01.05 Christian Brotcorne (cdH): Je viens de vous dire que, pour nous, la notion d'emploi durable dans le cadre de l'écoconstruction répond à un problème d'avenir. Il existe un plan de relance du gouvernement qui a dégagé les montants dont vous faites état et qui fait partie de ce plan d'ensemble. Il conviendra d'étudier la meilleure manière d'affecter ces montants, mais il est évident qu'un des secteurs essentiels à nos yeux est celui de l'écoconstruction et du développement durable.

Devra-t-il s'agir de tout ou d'une partie de cette enveloppe? Le problème doit encore être discuté. Il s'agit de

moyens supplémentaires que le gouvernement met à la disposition du pays pour financer son plan de relance; il reste toujours possible de discuter des modalités d'application concrètes, complètes ou partielles, de cette enveloppe.

Monsieur le premier ministre, je souhaite conclure en rappelant que votre gouvernement sera confronté à des tâches essentielles. Il devra poursuivre l'effort entamé par le gouvernement précédent pour faire face à la crise financière.

Votre gouvernement devra agir face à la crise économique en traduisant concrètement un plan pour l'emploi et un plan de relance qui soient cohérents avec des initiatives régionales, ambitieux malgré le contexte budgétaire.

Votre gouvernement devra agir face à la baisse du pouvoir d'achat. Le milliard d'euros pour soutenir l'accord interprofessionnel et la revalorisation des allocations sociales les plus basses est un pas dans le bon sens.

Votre gouvernement devra agir pour le présent et pour l'avenir. Il devra, je le rappelle, investir dans les technologies protectrices de l'environnement et dans le capital humain.

Mon groupe sera dès lors particulièrement attentif au fait que chaque ministre prenne l'entière mesure de ses responsabilités et de son engagement à réaliser l'ensemble de l'accord gouvernemental.

À cet égard, nous serons particulièrement attentifs aux mesures que le gouvernement précédent – mesures qu'a rappelées votre gouvernement – s'est engagé à prendre pour régler le problème des sans-papiers avec des critères clairs de régularisation. C'est pour nous une initiative juste, équilibrée et humaine qui doit être prise rapidement par votre gouvernement.

Enfin, même s'il n'y en avait pas de trace dans votre déclaration, nous considérons au cdH que la situation internationale doit retenir toute notre attention, notamment en RDC et au Proche-Orient. Il faut que nous relançons une politique basée essentiellement sur une logique de paix plutôt que sur une logique de conflit. La Belgique a un rôle à jouer dans ce contexte!

Monsieur le premier ministre, vous l'aurez compris, le cdH votera la confiance à votre gouvernement. Le cdH sera un partenaire loyal pour autant que l'ensemble de la déclaration soit mis en œuvre. Nous attendons bien sûr – cela va de soi – de nos partenaires qu'ils aient la même loyauté et que le respect mutuel s'installe entre les membres de la majorité. Vous en êtes le garant! Ce que vous nous avez montré à la présidence de notre assemblée nous laisse augurer de ce que la confiance que nous allons vous accorder est placée entre de bonnes mains. Nous voterons donc cette confiance mais nous vous le demandons: de grâce, mettons-nous tous ensemble dès demain au travail!

01.06 Jean Marie Dedecker (LDD): Mijnheer de voorzitter, collega's, daarnet, in de wandelgangen, vroeg een medewerker mij of wij niet liever zouden beginnen met mekaar een gelukkig nieuwjaar te wensen. Ik heb gehoord dat de heer Tommelein dat daarnet deed; hij maakt deel uit van de meerderheid. Ik wens op mijn beurt iedereen een gelukkig nieuwjaar.

Premier, voor u geldt dit waarschijnlijk niet want u zat prachtig gebeiteld en heel gelukkig op die stoel achter het spreekgestoelte. Nu staat u waarschijnlijk een annus horribilis te wachten.

Ik zal het kort houden, collega's, omdat er hier al heel veel is gezegd en ik zo weinig mogelijk in herhaling zal trachten te vallen.

Ik zal het vooral kort houden omdat de regeringsverklaring volgens mij geen regeringsverklaring is. Er staat zo weinig in dat het belangrijker is om te wijzen op wat er niet in staat dan op wat er wel in staat. Dit is geen regeringsverklaring, maar een nieuwjaarsbrief. Ik noem dit een nieuwjaarsbrief van iemand die op zijn blote knietjes belooft dat de volgende jaren de kindjes, de jongetjes en de meisjes in het gezin, geen ruzie meer zullen maken. Omdat zij geen ruzie meer zullen maken, wat zij nochtans gedurende achttien maanden hebben gedaan, moeten wij ze nu vertrouwen schenken.

Ik zal het ook kort houden omdat ik een déjà vu-gevoel heb. Ik heb een déjà vu-gevoel als ik die tekst lees. Ik heb die regeringsverklaring al vier keer gelezen; drie keer van de hand van de heer Letermé en ik heb dezelfde tekst gelezen van de hand van de heer Verhofstadt. Het is werkelijk een nieuwjaarsbrief, vol van

beloften en voornemens. Achttien maanden later, collega Bacquellaine, is er evenwel nog helemaal niets gebeurd. De spreker die mij net voorafging zei dat wij een regering nodig hebben met daadkracht en stabiliteit. Achttien maanden lang ligt men over de vloer te rollen en ruzie te maken en vandaag komt men vragen om met dezelfde mensen voort te doen met een regering van daadkracht en stabiliteit.

Uw partij, de CD&V, had de verkiezingen gewonnen, mijnheer Verherstraeten. Jo Vandeurzen, mevrouw Vervotte en de heer Leterme zitten opgeborgen in de diepvries. Na achttien maanden van een dergelijk beleid moet u hen voor mij niet ontdooien. Tracht hen een jobje te geven, de verzuiling is groot genoeg om daarvoor te zorgen, maar laat hen alstublieft niet terugkeren om aan de macht te komen.

Voor deze mensen vraagt u vandaag het vertrouwen, mijnheer de eerste minister. U vraagt het vertrouwen voor uzelf. Ik zal het niet persoonlijk maken want ik heb u geapprecieerd als voorzitter van de Kamer. U hebt zelf gezegd dat u dit ambt aanvaardt met tegenzin. Dat u dit doet in het landsbelang, wil ik een beetje geloven, maar dat u het doet in het partijbelang daar ben ik zeker van. Ik ben ook heel zeker dat uw partij door uw partner, de Open Vld, punchdrunk en zelfs knock-out is geklopt en in de hoek haar wonden ligt te likken.

Ik ben daar zeker van, mijnheer Schouppe, maar het is u vergeven in deze dagen rond Kerstmis en nieuwjaar. U moet dat uitvechten met Open Vld, die u in de hoek punchdrunk heeft geklopt.

Mijnheer de eerste minister, u hebt gezegd dat u een politicus bent van de vorige eeuw. Hebt u of de heer Dehaene dat gezegd?

01.07 Eerste minister **Herman Van Rompuy**: (...)

01.08 **Jean Marie Dedecker** (LDD): De heer Dehaene heeft dat gezegd, maar u was er indertijd toch bij, als vice-eerste minister in de regering van de heer Dehaene, toen de problemen werden veroorzaakt waarvoor we vandaag een oplossing moeten zoeken. Denk maar aan de staatshervorming of aan het vooruitschuiven van Brussel-Halle-Vilvoorde.

Mijnheer de premier, ik hoop dat u de moed hebt om het te doen. U vraagt hier het vertrouwen voor een regering die voor het eerst in de geschiedenis geen Vlaamse meerderheid heeft in het Parlement. Vlaanderen vormt twee derde van de bevolking van het land, het zorgt voor drie vierde van de welvaart, maar zit in een minderheidspositie in de regering en in het Parlement. Het land wordt dus geregeerd door een Vlaamse minderheid. Vlaanderen zit ook in de minderheid inzake het aantal ministers en staatssecretarissen. Dat blijft duren. Het is een erfenis van Leterme, die nu wordt voortgezet. Ik denk dat wij het enige democratische land in de wereld zijn waar een meerderheid wordt geregeerd door een minderheid van de bevolking.

U vraagt het vertrouwen, mijnheer de eerste minister, voor diezelfde mensen en voor diezelfde staatssecretarissen. Ik ben naar een conference gaan luisteren van een stand-upcomedian in Vlaanderen. Misschien zult u hem herkennen. Hij zei iets heel mooi. Er zijn hier een aantal staatssecretarissen, zei hij, waarvan hij nog nooit had gehoord en die nog geen woord hebben gesproken, laat staan dat ze iets gerealiseerd hebben. Hij gebruikte een heel mooi woord. Hij noemde de heer Clerfayt de heer "Clair Faillite". Ik denk dat dit heel toepasselijk is, als ik een beetje rond mij kijk. Mevrouw Fernandez-Fernandez, ik denk dat u ook nog van uw eerste idee moet bevallen. Mevrouw Turtelboom, het is tijd dat u bevalt van uw asiëldossier. Na negen maanden moet dat kunnen, in een normale zwangerschapsperiode. U vraagt voor diezelfde mensen het vertrouwen om te kunnen voortdoen.

Het is zelfs erger dan dat. We zitten vandaag ook met een interim-functie. Waar is de minister van Justitie? Hij is waarschijnlijk al aan het bespreken of hij zijn functie zal doorgeven aan de heer Vandeurzen, want hij weet blijkbaar al dat u zult worden vrijgesproken, collega Vandeurzen. Daarna zult u het warme zitje van de heer De Clerck opnieuw mogen innemen. De heer De Clerck was zo ongelukkig dat hij geen Kamervoorzitter werd, maar minister van Justitie was toch ook een job die past bij zijn profiel. Mijnheer Karel De Gucht, u zit ook te wachten op de job van uw leven, bij Suzanne van Interlabor. U mag op 7 juni waarschijnlijk vertrekken naar het Europees Parlement. Ik heb al gehoord dat uw zitje van minister van Buitenlandse Zaken wordt warm gehouden voor de grote terugkeer van Yves Leterme. Ik weet dat niet. Dat zullen wel allemaal van die coulisseafspraken zijn die vandaag gebeuren, maar u zit er toch mee opgezaald, mijnheer de eerste minister.

U werd ook opgezadeld met ruziënde kinderen, waarvoor u het vertrouwen vraagt. Wat is er in de regering immers gebeurd?

Ik heb mevrouw Milquet en mevrouw Turtelboom ruziënd over de grond zien rollen over het migratiedossier. Het waren kakelende kippen, die echter heel weinig eieren hebben gelegd.

Mijnheer De Gucht, u scheldt Kabila uit, waarna de heer Michel erachteraan moet gaan om zijn verontschuldiging aan te bieden.

Mijnheer de eerste minister, voor die mensen vraagt u vandaag het vertrouwen.

U vraagt ook het vertrouwen voor de nieuwe Kamervoorzitter. Ik heb hier drie dagen geleden gezegd dat er nog wat zou volgen en dat het innemen van voornoemde troon voor onze minister van Binnenlandse Zaken de vlucht vooruit was. In plaats van op de blaren te zitten, ging hij op de troon zitten.

Ik kan vandaag gewoon iets aantonen. Mijnheer Tommelein, u hebt al op de heer Jambon geageerd. U zit al klaar. U moet immers keffen als de baas roept. U krijgt vandaag van mij onmiddellijk de kans om te keffen. Het volgende komt echter niet van mij.

Vandaag staat het volgende in De Standaard: "Patrick Dewael opnieuw onder vuur". Ik heb het artikel niet geschreven; het staat vandaag in de krant.

Mijnheer de eerste minister, ik wil met het voorgaande enkel aangeven voor welke mensen u hier vandaag het vertrouwen vraagt voor deze regering.

Het gaat echter niet alleen over de mensen. Het gaat deels ook over inhoud. Ik vraag mij af wat "het voortzetten van het beleid-Leterme" betekent. Betekent zulks het voortzetten van achttien maanden chaos? Betekent zulks het voortzetten van de chaos op het vlak van de communautaire handelingen?

Ik zal het hier niet herhalen, want er werd hier al zoveel over BHV gepraat. Ik kan ter zake de heren Annemans en Jambon alleen maar bijtreden. Ik hoorde daarstraks de PS verklaren dat het dossier BHV nu aan de staatshervorming zal worden gekoppeld. Ik zeg dus: "Bonne chance." Uw eerste en enige bedoeling is volgens mij om het hele dossier over 7 juni 2009 heen te tillen. Niets zal er in orde komen, noch van de staatshervorming noch van BHV. Het enige wat in orde kan komen, teneinde uw blazen te redden, zal de splitsing van de arbeidsmarkt zijn. De heer Verherstraeten legt op voornoemde splitsing immers sterk de nadruk.

Mevrouw Turtelboom, betekent het "voortzetten van het beleid-Leterme" ook het voortzetten van de chaos in het migratiebeleid? Wij krijgen vandaag immers opnieuw een boek in de handen gestopt dat tot doel heeft opnieuw onbeperkt mensen te naturaliseren.

Mijnheer Vandeuren, ik weet het nog heel goed. Toen u nog voorzitter van CD&V was, hebt u gezegd dat u een einde zou maken aan de gezinshereniging. U zou de desbetreffende wet wijzigen. Ondertussen is er ter zake nog niets gebeurd.

Collega's, betekent het "voortzetten van het beleid-Leterme" ook het voortzetten van de chaos op economisch vlak? Wat is er de voorbije dagen immers gebeurd? Hebben wij nu een begroting? Zal zij zijn aangepast of steunt zij nog altijd op het cijfer van 1,2% economische groei in 2009? Niets hebben wij in dat verband gezien.

Mijnheer Verherstraeten, u verklaarde zelf in het begin van de nieuwe legislatuur nog dat wij in 2009 tot een begrotingsoverschot van 0,9% moesten komen.

Dan werden ons de leugens wijsgemaakt over een begroting in evenwicht en nu staan we met een deficitaire begroting. Dit krijgen we nu. En het relanceplan, zo roepen om het relanceplan te gaan uitvoeren! Zeshonderd ondernemers hebben verklaard dat het aspirientjes zijn tegen een kankergezweel.

Tot slot is er het interprofessioneel akkoord waarover door de belangengroepen is onderhandeld en dat door de burgers moet worden betaald. Ik ben een beetje verwonderd, mijnheer Nolle. Het is een cruciaal jaar voor jullie om over het milieu te praten, want het is dit jaar dat de regering moet beslissen om de

kerncentrales al of niet open te houden. We hebben de mond vol over energieproblematiek en dit moet nu net gebeuren. Mijnheer de premier, ik heb in uw regeringsverklaring niets gelezen over het feit of u al dan niet de kerncentrales zult openhouden.

Als laatste punt, collega's, is er de beroemde onderzoekscommissie. Als ik de laatste berichten over deze onderzoekscommissie bekijk en luister naar wat collega Verherstraeten vanmorgen heeft gezegd, dan dreigt dat inderdaad een witwascel te worden voor de zieltjes van enkele politici en, in tweede instantie, een doofpotscenario. Ik ga toch één zinnetje voorlezen uit uw nieuwjaarsbrief, mijnheer de premier: "De regering suggereert een beroep te doen op experts met het oog op een voorafgaand verslag, en te werken binnen een bepaald tijdsbestek". Wat dat "bepaald tijdsbestek" betekent, dat weet iedereen: dat is Letermé en Vandeuren op een miraculeuze manier zo snel mogelijk de absolutie geven en dan het onderzoek, eventueel, naar de blunders bij Fortis over 7 juni 2009 te tillen.

Het probleem van de scheiding der machten – luister goed, collega's! – kan maar op een manier worden opgelost, kan maar op een manier worden uitgekend, met name met een volwaardige onderzoekscommissie. Dat kan alleen met een volwaardige onderzoekscommissie van parlementsleden die de macht hebben van een onderzoeksrechter, die de macht hebben om magistraten te ondervragen. Ik heb juist vanmorgen gehoord, mijnheer Verherstraeten, dat dit niet het geval zal zijn. U hebt gezegd dat u de magistraten zult vragen om zichzelf te gaan onderzoeken. Na een guerre des flics zullen we nu waarschijnlijk een guerre de justice krijgen. Ik zou eens willen weten of u dat wilt bevestigen. Is de onderzoekscommissie die u voor ogen heeft, inderdaad een onderzoekscommissie waarbij de magistraten het onderzoek zouden voeren en dan een rapport aan ons voorleggen? Klopt dit of klopt dit niet? Dat zou ik toch graag eens willen weten, want dit onderzoek is te belangrijk voor de scheiding der machten.

Ik wens nog twee punten aan te halen. Vandaag staat in L'Echo nog één bericht: de operatie Fortis heeft aan de Nationale Bank op een bepaald moment 100 miljard euro gekost aan cash drain. Dit staat vandaag in L'Echo, mijnheer Reynders, u zult het wel hebben gelezen. Het bedrag van 100 miljard euro is overgenomen uit een rapport van de Europese Commissie.

Ik kan u straks eventueel het artikel overhandigen. Welnu, ik vind dat al die spaarders en beleggers die hun centen hebben verloren, het recht hebben om te weten wat er gebeurt. Dat kan alleen in een volwaardige onderzoekscommissie en niet in een geleide, politiek geleide, onderzoekscommissie van experts.

Immers, volgens mij zit het hier vol experts. Wie de bankcrisis wat ontleedt, de raden van bestuur bekijkt of de directiecomités onderzoekt van Ethias of Dexia, zal ontdekken – mijnheer Devlies, u bent waarschijnlijk een specialist in fiscaliteit – dat er meer dan vijftig politici zaten in de raden van bestuur van die banken. Ik vraag mij in eerste instantie af wat zij daar hebben gedaan. Ook vraag ik mij af of zij misschien onvoldoende expert zijn. Zijn zij onvoldoende expert om die zaken te onderzoeken? Als je daar zit om een wedde op te trekken in het directiecomité, als je daar zit om een wedde op te trekken in een bestuursfunctie, als je daar zit om zitpenningen op te trekken en tussendoor nog kreeft en kaviaar te gaan eten in Parijs, dan moet je ook bekwaam zijn om in een volwaardige onderzoekscommissie te gaan zitten. Juist daar gaat het over.

Wij mogen onze parlementaire macht niet laten uithollen door opnieuw een gevoel – laat mij het zo noemen – van een comité van experts om de zaak in de doofpot te stoppen en om enkele mensen hun job terug te geven. Mijnheer de premier, u weet het op voorhand: wij werken daar niet aan mee. Wij eisen een volwaardige onderzoekscommissie op dat vlak.

Tot slot had ik graag ook nog een verduidelijking vernomen uit uw nieuwjaarsbrief. Het gaat over wat er nu in feite met Fortis zal gebeuren. Dat wil ik nu echt eens weten. Wat is de houding van de regering daarin? Zullen we Fortis doorverkopen aan BNP, aan de Fransen?

De echte staatshervorming in dit land is de uitverkoop van onze industriële en financiële kroonjuwelen. Dat is al jaren aan de gang. Dat is de echte staatshervorming. We praten dan niet alleen over Fortis, maar ook over Electrabel, Mobistar, Dexia en zoveel meer. We worden zoet gehouden en aan het lijntje gehouden met BHV, maar dát is de werkelijke ontmanteling van Vlaanderen, dat is de werkelijke ontmanteling van dit land.

Mijnheer de eerste minister, ter afronding kan ik u zeggen dat wij niet zullen helpen om daarvoor een staatsbegrafenis te organiseren.

Het enige cement van deze regering is de angst voor de kiezer. De kiezer is namelijk achttien maanden

wanbeheer beu, achttien maanden chaos beu. Die chaos werd veroorzaakt door de mensen voor wie u vandaag het vertrouwen vraagt, want het zijn net dezelfde mensen.

Deze regering blijft dezelfde fanfare van honger en dorst, vooral dorst naar macht. De regering heeft alleen een nieuwe dirigent.

De **voorzitter**: Mevrouw Almaci krijgt het woord. Zij is de laatste spreker.

01.09 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Mijnheer de eerste minister, gelukkig nieuwjaar en proficiat met uw nieuwe functie. U hebt die tegen wil en dank aanvaard, het is van moeten, maar het is u toch van harte gegund, zoals ik eerder al eens tegen u persoonlijk heb gezegd.

Het is u van harte gegund, omdat u uw verantwoordelijkheid in moeilijke omstandigheden toch hebt genomen. Als eerste sinds lang in deze meerderheid hebt u ervoor gekozen om te trachten een einde te maken aan de chaos die uw voorganger en zijn regering hier hebben gecreëerd.

De tekst die u eergisteren hebt voorgelezen, was opgebouwd rond het kernidee van vertrouwen. Dat is op zichzelf een wijze keuze. Met het aantreden van de derde regering in 18 maanden is het inderdaad niet overbodig het vertrouwen van de bevolking in de politiek proberen te herstellen, te meer daar de voorbije 18 maanden werden gekenmerkt door een voortdurend wantrouwen bij de meerderheid en de absolute onmogelijkheid om ook maar een dossier, een van de vele uitdagingen die rezen, tot een goed einde te brengen.

Vertrouwen is een noodzakelijk ingrediënt van onze samenleving, mijnheer de eerste minister. Zonder vertrouwen kan er niet worden samengeleefd. Zonder vertrouwen valt de economie stil. Zonder vertrouwen is er geen energie om aan de toekomst te bouwen.

Het is dan ook niet toevallig dat onze fractie reeds maanden vraagt om hier het vertrouwen in de economie boven op de agenda te plaatsen. De stijging van de armoede – daarover heb ik vandaag nog niemand gehoord – en het klimaatprobleem vormen samen de uitdaging voor ons land.

Mijnheer de eerste minister, uw tekst bestond uit zeer veel goede voornemens, maar voor een regeringsverklaring hebben wij meer nodig. De gebeurtenissen van de voorbije maanden, weken en het afgelopen anderhalf jaar zorgen ervoor dat wij toch op onze hoede zijn.

Inderdaad, in de regeringsverklaring staat een aantal elementen zoals de verwijzing naar het interprofessioneel akkoord en het relanceplan, dat nodig is om het land door de woelige tijden te loodsen. Er blijven echter ook nog heel wat vragen hoe cruciale dossiers zullen worden aangepakt.

Hoewel uw persoonlijk moreel gezag en verantwoordelijkheidszin zonder twijfel groot zijn, mijnheer de eerste minister, twijfelt de groene fractie er sterk aan dat dezelfde kenmerken bij de rest van uw regering aanwezig zijn. Immers, het is een ploeg, die tegen wil en dank verder moet. Of zoals onze kersverse Kamervoorzitter het zei: een andere coalitie kan gewoonweg niet. Zo simpel is het. Zelfs minister Reynders noemt het enigszins eufemistisch: geen droomregering.

Groen! is dus erg sceptisch, omdat wij hebben vastgesteld dat precies het cruciale vertrouwen, de rode draad doorheen de regeringsverklaring, absoluut afwezig is bij de meerderheidspartijen zelf.

Bij de vele regeringspartijen is het wantrouwen de afgelopen dagen zelfs hand over hand toegenomen, niet alleen wegens de toch wel erg indrukwekkende stoelendans, maar zeker ook wegens het feit dat een eminent lid van de vorige regering, mevrouw Inge Vervotte, de nieuwe ploeg niet geloofwaardig vindt.

Ik zie overigens dat zij er nog steeds niet is. Benieuwd of ze hier straks zal zijn en hier straks haar vertrouwen aan de regering zal geven.

Dat is meteen het belangrijkste obstakel voor de start van de regering-Van Rompuy. Het achttien maanden oude wantrouwen tussen de regeringspartijen wordt ook nu weer weerspiegeld in de regeringsverklaring. Die is eerst en vooral erg beknopt, maar tegelijkertijd wordt erin gezegd dat het regeerakkoord van Letermé I volledig zal worden uitgevoerd. Mijn vraag is dus wat precies het statuut is van de vele aandachtspunten die eergisteren kort werden benadrukt.

Een tweede vraag is wat deze regering belooft inzake de punten die niet of nauwelijks werden aangehaald in de regeringsverklaring. In de eerste plaats denken we daarbij uiteraard aan de situatie van de mensen zonder papieren. Ondanks de vele plechtige beloftes van de PS en het cdH en ondanks de grote interviews van mevrouw Turtelboom is het heel duidelijk dat we in dat dossier nog steeds nergens staan.

Mijnheer de premier, ik stel de vraag expliciet aan u. Wanneer zal de minister van Asiel en Migratie de beloofde omzendbrief met de objectieve criteria voor regularisatie publiceren? Welk engagement zal deze regering op dat vlak aangaan? Het akkoord van Leterne I op dat vlak is tot nu toe een pijnlijke mislukking gebleken.

Iedereen is het erover eens dat ons land dit jaar nood heeft aan een stevige begroting en aan een degelijk relanceplan. U zult zich ongetwijfeld nog herinneren dat Groen! samen met Ecolo uitgebreid heeft gepleit voor een groene New Deal, investeren in isolatie en in hernieuwbare energie om op die manier lokale jobs te creëren en de energiefacturen van mensen te verlagen.

Toeconomen en analisten geven aan dat een dergelijk plan wereldwijd miljoenen nieuwe jobs kan creëren, de wereldeconomie opnieuw kan aanzwengelen, de armoede kan doen dalen en de klimaatproblematiek kan doen aanpakken. Drie vliegen in een klap.

Zeker, de bevestiging dat België zich zal inschrijven in het Europees klimaatakkoord is belangrijk, maar dan moet het relanceplan ook een duidelijke koerswijziging in die zin bevatten, richting hernieuwbare energie en isolatie. In het editoriaal van een vooraanstaande Vlaamse krant stond vandaag zelfs terecht dat zowel de economische als de politieke crisis van voorbijgaande aard is. De strijd tegen het broeikas effect is niet alleen fundamenteel, maar ook permanent. Die strijd verliezen is geen optie.

Die strijd is er een op lange termijn, een die nu moet worden gestart. We hebben nog maar vier tot tien jaar om het tij te keren. Een modern, toekomstgericht en ambitieus relanceplan moet kiezen voor de vlucht vooruit en voluit gaan voor een degelijke groene economie.

Thomans Friedmann, Ban Ki-moon van de VN en zelfs de nieuw gekozen president van de Verenigde Staten bepleiten dat al. Elke ander optie maakt dat we de strijd op voorhand zullen verliezen. Het huidige relanceplan – de heer Tommelein is er niet en Open Vld is beperkt aanwezig – bevat die visie niet. Om het met de woorden van de heer Daems te stellen, het is voor 90% gericht op de kortetermijnbelangen van de bedrijven en misschien voor 0,01% op de ecologie. Sommige ministers zoals de heer Magnette en mevrouw Milquet legden wel grote verklaringen af in de pers maar zolang het klimaatbeleid niet wordt ondersteund door de begroting zijn dat gewoon holle woorden in de wind.

Beste collega's, in de regeringsverklaring wordt ook vrij mysterieus verwezen naar een plan dat het mogelijk maakt om het structureel begrotingsdeficit op te vangen. Wij zouden willen weten wat hiermee wordt bedoeld. Zullen de liberalen, de christendemocraten en de PS de begroting die hier vorige week nog op de banken lag zondermeer opnieuw indienen? Geachte premier, dat zou mij eerlijk gezegd verbazen. Nog niet zo lang geleden hebt u zich in de pers, niet alleen op televisie maar ook in de krant, kritisch uitgelaten over de begroting van Leterne I. Komt er nu een echte begroting Van Rompuy I? Komt er een begrotingsherziening? Als de begroting wordt herzien, welke basis wordt er dan genomen? Gaat u uit van een tekort, mijnheer Wathélet, of niet? Komt er ruimte voor het verder verhogen van de uitkeringen tot boven de armoedegrens, geachte collega's van de PS? Kunt u daarop antwoorden, mijnheer Tommelein? Is het reeds uitgeklaard, mijnheer Verherstraeten? Hebt u daar een akkoord over, mijnheer Wathélet, mijnheer de eerste minister? Blijkbaar niet. Blijkbaar is over de begroting bij elk van de meerderheidspartijen onduidelijkheid troef. Uw stilte is op dat vlak oorverdovend.

Wij hopen niettemin straks een aantal antwoorden op deze cruciale vragen te krijgen, net zoals we hopen – dat is niet om te lachen, mijnheer Tommelein – dat de passage over mensen zonder papieren en mensen met schulden in de regeringsverklaring meer is dan enkel een goed voornemen. Een op de twee gezinnen in ons land heeft schulden en een op de tien zit daardoor in moeilijkheden. Maar liefst een inwoner op zeven in ons land leeft onder de Europese armoedegrens. Gezinnen met kinderen, vooral eenoudergezinnen en kwetsbare gezinnen die huren, zijn het hardst getroffen. Geachte collega's, deze situatie zal bij ongewijzigd beleid niet snel veranderen, integendeel, ze zal verergeren.

De begroting Leterne I is immers enkel en eenzijdig gericht op de mensen die reeds een job, een huis of

aandelen hadden. Wat moeten wij anders denken van het feit dat voor de aandeelhouders van Fortis wel een oplossing werd uitgedokterd, maar dat er voor de spaarders van Kaupthing nog altijd geen antwoord is. Ik heb het dan nog niet gehad over de mensen die geen spaargeld hebben.

Geachte collega's, Groen! vraagt nu, vandaag, voor de zoveelste maal, dat de nieuwe regering voluit zou kiezen voor de meest kwetsbare groepen in onze samenleving, voor zij die door de financieel-economische crisis het hardst worden getroffen, voor zij die van de vorige premier op Rerum Novarum schitterende beloften kregen, maar enkel het tegendeel in hun schoot kregen geworpen. Wij roepen u allen op om ons wetsvoorstel om de sociale uitkeringen tot boven de armoedegrens op te trekken dringend goed te keuren.

Collega's, de aanpak van de armoede, de asielproblematiek, de internationale politiek, met niet alleen Congo en Palestina, maar ook heel wat andere broeihaarden, en de levensnoodzakelijke bijsturing van het herstelplan en de begroting in de richting van een groene economie zijn zaken die voor de groene fractie onvoldoende werden uitgewerkt in de regeerverklaring. Wij zullen in de komende weken onze voorstellen opnieuw naar voren schuiven, om betere sociale maatregelen te nemen en eindelijk een klimaatwet goed te keuren.

Collega's, in de regeerverklaring staat ook een passage die niet thuishoort in een regeerverklaring, in een verklaring van de uitvoerende macht. Het gaat om de passage van de parlementaire onderzoekscommissie over de bankencrisis en het vermoeden van inmenging in de rechtsgang, beter bekend onder de naam Fortis-gate. Dat is geen klein detail. Het heeft de ondergang van de vorige regering veroorzaakt. Het woord zegt het zelf, het is een parlementaire onderzoekscommissie. Het is een zaak van het Parlement, niet van de regering, mijnheer Verherstraeten. U moet natuurlijk uw taak doen. U bent de fractieleider van een meerderheidspartij die zwaar is beschadigd door de handelingen van enkele van haar ministers, maar u kunt uw eigen geloofwaardigheid, en daarmee ook die van de nieuwe regering, toch niet zomaar te grabbel gooien? U spreekt over transparantie, vertrouwen en geloofwaardigheid. Als u werkelijk die principes zou huldigen, dan aanvaardt u het dictaat van de regering hier vandaag niet, dan draait u niet met de wind, zoals u vandaag op deze plaats hebt gedaan.

De **voorzitter**: Mijnheer Verherstraeten, u hebt het woord.

Ik moet het nog wat gewoon worden, ik zie u daar niet goed zitten.

01.10 Servais Verherstraeten (CD&V): Mijnheer de voorzitter, collega Almaci, ik heb dit overigens reeds vanochtend gezegd aan uw collega Nollet. U spreekt over draaien met de wind, maar als er iemand draait met de wind, dan is het uw fractie, dan is het dus ook Groen!, die het met betrekking tot de bijzondere bankcommissie eerst eens was met de werkwijze, die objectief en sereen en in de economische belangen van het land zou plaatsvinden. U verandert van standpunt ter zake.

U zegt dat het allemaal weinig democratisch is, de regering legt niets op, het zal het Parlement zijn dat beslist, er zal hier een wetsvoorstel worden behandeld, worden besproken en er zal over worden gestemd. U kan het daarmee eens zijn of u kan daar tegen zijn. U kan het amenderen of trachten te amenderen. De rechten van het Parlement zullen daar ten volle gelden.

Ik wil nog eens even de geschiedenis opfrissen, als u de inspraak van het Parlement ter zake toch zo waardevol vindt. Acht jaar geleden, er was toen een regering met Groen!, werd er ook een parlementaire onderzoekscommissie opgericht. De aanbevelingen stonden toen reeds in het regeerakkoord. Spreek dus niet over de rechten van het Parlement die zouden zijn afgenomen. *(Applaus)*

01.11 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Mijnheer Verherstraeten, het enthousiasme waarmee wordt geklapt, is veelzeggend.

Als u van plan bent om telkens om uw gelijk te halen en te verbergen dat u meedraait met de wind de chronologie van de feiten, namelijk het feit dat de brief van de eerste minister na het eerste voorstel van onderzoekscommissie is gekomen, wilt verzwijgen, dan doet u dat maar.

Als u van plan bent om elke keer dat de oppositie hier in de Kamer op een of andere manier constructief meewerkt, dit voorgoed te fnuiken, is dat uw verantwoordelijkheid. Daarin gaan wij echter niet mee.

Mijnheer Verherstraeten, u kunt echter niet verhullen dat u hier twee weken geleden hebt gezegd dat u de

onderste steen boven zou halen en dat u nu akkoord gaat, u hebt dat daarnet letterlijk gezegd, en de regering zult volgen in haar suggestie. U bent gewoon een soldaat en u volgt het dictaat van de regering. Dat is het enige feit dat hier duidelijk is vandaag.

Principes van geloofwaardigheid zijn mooi om uit te spreken, tot u hier staat en ineens een suggestie van de regering voor u krijgt en uw kar moet draaien, dan wordt het zeer moeilijk om uw geloofwaardigheid en de eis van transparantie hoog te houden.

Mijnheer Tommelein, ook Open Vld kan er wat van. U pleit voor het absoluut honoreren van de scheiding der machten. Hiermee, met deze suggestie is de scheiding der machten gebruuskeerd. Dit is een initiatief van het Parlement. Door een dergelijke suggestie op een dergelijke manier, met een vast tijdsbestek, met experts, te doen en te zeggen dat u akkoord gaat met de heer Verherstraeten, die akkoord gaat met de suggestie van de regering, zegt dat u de scheiding der machten vandaag niet respecteert.

De scheiding...

01.12 Minister **Pieter De Crem**: (...)

01.13 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen!): Ik weet, mijnheer De Crem, dat u het schitterend vindt mensen over één kam te scheren wanneer dat u goed uitkomt. Maar ik wil niet spreken over de extremen of over de uitspraken die u in het verleden als oppositie hebt gedaan. Die richting wil ik absoluut niet uitgaan. Dat is regelrecht beschamend.

01.14 Minister **Pieter De Crem**: (...)

01.15 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen!): Goed geprobeerd, mijnheer De Crem. U zit opnieuw in de regering. U zat ook in de vorige. Ik ben het niet die de scheiding der machten opnieuw bruuskeert. Het is uw regering.

Het is heel duidelijk dat...

(...): (...)

De **voorzitter**: Mevrouw Almaci heeft het woord. U mag altijd het woord vragen om haar te onderbreken.

01.16 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen!): U mag allemaal apart het woord vragen, maar ik zal nu al antwoorden. Als uw fractievoorzitter – beaamd door de heer Tommelein – hier vandaag zegt dat uw fractie de suggestie van de regering zal volgen – terwijl de regering geen suggesties te doen heeft – is de scheiding der machten gebruuskeerd. Ik weet dat de logica al langer zoek is bij CD&V. Dat weet ik al heel lang. Maar blijkbaar hebt u nu alle redelijkheid verloren. U hebt een bocht van 180 graden gemaakt ten opzichte van twee weken geleden.

Ik weet dat het zeer moeilijk en pijnlijk is om dit te aanvaarden. The saga continues, beste vrienden.

Voorzitter, mag ik doorgaan?

Le **président**: Votre collègue, M. Baeselen souhaite vous interrompre.

01.17 **Xavier Baeselen** (MR): Madame Almaci, au-delà du fait que je ne partage pas votre point de vue selon lequel le gouvernement ne peut pas émettre de suggestions au Parlement, je voudrais vous demander de me citer une commission parlementaire qui, ces dernières années, aurait travaillé sans expert.

Pour avoir, à l'époque, participé à des travaux préparatoires sur la loi réformant le droit d'enquête parlementaire, je sais qu'on a spécifiquement introduit dans la législation la possibilité de s'adjoindre des experts. Je pense que le Parlement a tout à fait le droit de le faire et que cela ne porte pas atteinte au droit des parlementaires d'interroger et d'enquêter.

01.18 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen!): Ik ga kort antwoorden want dit is duidelijk een ongelooflijk gevoelige snaar.

Als in de regeerverklaring staat dat het de suggestie is van de regering om te werken met experts die

verslag zullen uitbrengen binnen een vast tijdsbestek, dan betekent dit – en dit werd niet ontkracht door de heren Tommelein en Verherstraeten – dat zij het onderzoek zullen voeren. Ik had graag nu, hier, van MR, Open Vld en CD&V formeel gehoord dat niet zij maar de parlementsleden het onderzoek zullen voeren en dat de experts bijzaak zijn. U bent er al niet in geslaagd om direct een wetsvoorstel in te dienen. Graag uw antwoord op mijn vraag. Zullen zij het onderzoek ondersteunen? Zullen zij onze vragen beantwoorden en verder expertise uitvoeren? Zullen zij ons bijstaan of zullen zij het centrum vormen van die onderzoekscommissie? Graag een antwoord van de drie partijen die menen dat zij zo hard tussenbeide moeten komen omdat er niets is veranderd ten opzichte van twee weken geleden.

Twee antwoorden graag. Mijnheer Verherstraeten? Mijnheer Tommelein? De MR zwijgt ook.

De **voorzitter**: Mevrouw Almaci, ik denk dat de verschillende partijen hun standpunt ter zake hebben vertolkt en tenzij nog iemand het woord vraagt, zou ik voorstellen dat u uw betoog vervolgt.

01.19 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Ik heb een vraag gekregen en ik kaats ze terug.

01.20 Servais Verherstraeten (CD&V): Mevrouw Almaci, wij zullen met betrekking tot dit onderwerp de komende dagen, wanneer het wetsvoorstel zal worden ingediend en in de commissie en in de plenaire zal worden behandeld, ter zake nog zeer veel van gedachten wisselen. De onderste steen moet wat ons betreft boven komen. *(Gejuich op de CD&V-banken)*

De **voorzitter**: Mag ik toch vragen dat de cheergirls van de CD&V-fractie zich wat beheersen?

01.21 Servais Verherstraeten (CD&V): Wij hebben in elk geval geen schrik van de waarheid, mevrouw Almaci. Ik begin alleen hoe langer hoe meer de indruk te krijgen dat u schrik hebt dat de waarheid gaat bovenkomen. *(Tumult)*

Ik weet één ding, collega Almaci, dat we in elk geval al zeker weten hoe het niet moet. Dat is zoals u en sommige collega's het hebben gedaan anderhalve week geleden, toen hier het verslag van het Hof van Cassatie werd ingediend, dat u als een vonnis of arrest hebt beschouwd zonder respect voor de rechten van de verdediging van sommige mensen.

De **voorzitter**: Collega Almaci, mag ik u vragen dat u stilaan zou afronden?

01.22 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Mijnheer de voorzitter, ik zal collega Verherstraeten antwoorden met één zin van onze vorige Kamervoorzitter. Mijnheer Verherstraeten, en nu terug naar de aarde. Wat u vertelt, is klinkklare onzin.

Als u wil dat de volledige waarheid over de bankencrisis en de inmenging in de rechtsgang aan het licht komt, collega Verherstraeten, is het een minimumvereiste dat het Parlement zelf dicteert en definieert hoe de onderzoekscommissie eruit zal zien en dat men daarbij niet de regering volgt. Het kan niet dat u hier, in dit halfroond, als fractieleider van de grootste Vlaamse meerderheidspartij, gewoon komt poneren dat u het voorstel van de regering steunt en dat u daarmee verder gaat dan wij, die een volledige parlementaire onderzoekscommissie willen. Dat is een aanfluiting van de scheiding der machten. Dat is een aanfluiting van het principe dat net deze commissie moet onderzoeken.

Voor ons moeten er twee aspecten worden uitgeklaard, zowel het beheer van de financiële crisis als de inmenging in de rechtszaken en de politieke verantwoordelijkheden. Ik vind het dan ook verbazingwekkend wat u hier daarnet allemaal hebt vertoond. Daarom wil ik alle parlementsleden, die zichzelf en hun verantwoordelijkheid als parlementslid serieus nemen en die de rol van het Parlement vandaag serieus nemen, oproepen om zich met hand en tand te verzetten tegen het scenario dat de regering heeft uitgetekend. Iets anders is niet geloofwaardig, collega's. Dan bent u gewoon de vazal en de soldaat van de regering, niet meer en niet minder.

De regeringsverklaring, beste collega's, is voor ons als groene fractie dan ook hoegenaamd niet geruststellend. We zijn het erover eens dat het vertrouwen moet worden hersteld, maar de vraag is, geachte premier, of er in uw regering, tussen de verschillende ministers, wel dat minimum aan vertrouwen aanwezig is en of zij ooit enig moreel gezag en dus vertrouwen kan opbouwen, te meer omdat een volledige parlementaire onderzoekscommissie er net op is gericht de meest vertrouwenwekkende procedure te zijn. Als u die wil vermijden, doet u het omgekeerde.

Reeds een jaar geleden werd hier gesproken over een slagveld van persoonlijke relaties in de coalitie. Zoveel stellingenoorlogen later lijkt het slagveld in een grote modderpoel vol gevallen soldaten herschapen.

Mijnheer de eerste minister, wij willen u de komende weken graag het voordeel van de twijfel gunnen. Wij hebben veel respect voor u en voor het feit dat u in bijzonder moeilijke omstandigheden het land niet stuurloos wil achterlaten.

Hoed u echter voor de bemanning van uw schip. Zij neigt nogal naar mouterij. Uw navigatiesysteem, de begroting, rammelt bovendien aan alle kanten en stuurt u de verkeerde richting uit.

Wij vrezen dan ook sterk dat een regering zonder vertrouwen in zichzelf, gesteund door een meerderheid zonder ruggengraat, er niet in zal slagen om het vertrouwen in de instellingen, in de economie en in de toekomst te herstellen.

01.23 Eerste minister **Herman Van Rompuy**: Mijnheer de voorzitter, waarde collega's, ik wil beginnen met een aloud gebruik. Het is twee januari. Ik wens u een zalig en gelukkig nieuwjaar.

Geluk of ongeluk wordt niet bepaald door de macro-economie, wordt niet bepaald door de vele thema's die hier vanmiddag zijn aangesneden. Geluk en ongeluk worden dikwijls bepaald doordat u werk hebt of geen werk hebt, doordat u een goede of een slechte gezondheid hebt, doordat u goede of slechte relaties hebt met de mensen met wie u leeft.

Je vous souhaite, à tous et à toutes, une bonne année sur le plan personnel et familial.

Ik dank ook iedereen die tussenbeide is gekomen vanmiddag, zowel van de constructieve oppositie als de destructieve oppositie. Ik dank ook diegenen die een interventie hielden waarvan zij zelf meenden dat zij constructief was.

(Applaus)

(Applaudissements)

Collega's, de regering moest snel worden gevormd. Wij hadden natuurlijk kunnen kiezen voor lange onderhandelingen, die alle leftovers van de voorbije maanden zouden oplossen. Dan waren wij daar een hele tijd mee bezig geweest. Misschien dagen, misschien zelfs weken. Ik meen dat dit als signaal aan de bevolking – die effectief snakt naar stabiliteit – niet het goede signaal was op dit ogenblik.

Daarom hebben wij gekozen voor de snelle vorming van een regering, met in de meeste gevallen inderdaad overname van het regeerakkoord, dat op tal van punten nog op uitvoering wacht. Het was trouwens maar 9 maanden oud. Hier zijn vele regeringen geweest – ik heb er deel van uitgemaakt – die een regeerprogramma hadden voor 4 jaar en die na 9 maanden eigenlijk nergens stonden.

Men kan dus ook de voorbije regering niet beoordelen op die 9 maanden, hoewel dat in de natuur een heel vruchtbare periode is.

Nous avons opté pour un démarrage immédiat de ce gouvernement. Pourquoi? Parce que la crise sociale et économique, la crise de l'emploi, est beaucoup plus profonde qu'on ne le croit tant en Belgique qu'à l'étranger. Certaines institutions allemandes prévoient une croissance économique négative supérieure à 2%. Or, notre principal marché, c'est l'exportation. Par conséquent, la crise est beaucoup plus profonde qu'on ne le pense.

Tout à l'heure, on a soulevé la question relative à la création de 200.000 emplois. Mais le 10 juin 2007 ou en mars 2008, personne ne pouvait prévoir ce qui se passerait. Personne! Il est donc tout à fait logique d'adapter nos objectifs.

Lorsque je siégeais au gouvernement Dehaene en 1993, nous avons été confrontés, la même année, à une croissance négative de l'ordre de 0,7% du PIB. Dès lors, nous avons adapté tous nos objectifs budgétaires, tous! Nous les avons assouplis à court terme et renforcés à moyen terme. C'est tout à fait normal! Nous devons nous adapter à de nouvelles circonstances.

Oordeel dus niet altijd over woorden die anderhalf jaar geleden zijn uitgesproken; althans niet als het gaat over het sociaaleconomische en het budgettaire, omdat de wereld is veranderd. Zoals een van mijn voorgangers zei: wij staan hier niet voor een onweer, wij staan voor een klimaatverandering. En dat is nog veel te weinig doorgedrongen.

Daarom hebben wij ook gekozen voor een snelle start van de regering. Wij weten natuurlijk dat er hangende dossiers zijn – ook op korte termijn – die op uitvoering wachten. Wij weten dat. Voor het relanceplan, of het herstelprogramma in het Nederlands, was in een timing voorzien. Op het einde van de maand zou men in de Ministerraad klaar zijn met een tweede lezing en dat aan het Parlement hebben bezorgd.

Het is niet omdat ik op dit of gene punt bemerkingen zou hebben, dat het daarom een slecht plan is. Ik had zelfs opmerkingen en kritisch commentaar op voorstellen die in een regering werden genomen waar ik zelf in zat. Als men die intellectuele afstand niet kan bewaren, is het erg gesteld.

Wij moeten dus op korte termijn maatregelen nemen. Voor Kaupthing ligt er bijvoorbeeld een voorstel van overeenkomst tot overname van de Luxemburgse bank op tafel. De regering van lopende zaken kon daarover niet beslissen. Wel is het zo dat de nieuwe regering zich daarover zeer snel zal moeten uitspreken.

Ik kan nog tal van andere dossiers noemen zoals het relanceplan, het KMO-dossier en het Kaupthing-dossier, waarover ik het net had.

Daarstraks werd gezegd dat men nog weinig nieuws had gehoord en had men het over een déjà-vugevoel. Ik moet eerlijk zeggen – ik heb hier 18 maanden gezeten en ik heb twee of drie keer een debat meegemaakt – dat ik ook weinig nieuws van de oppositie heb gehoord. Ik heb een enorm déjà-vugevoel.

(Applaus)

(Applaudissements)

Ik heb eens een overzicht gemaakt van alle krachtwoorden – ik heb het niet over beledigingen, want daarvoor moet men geraakt zijn – die ik hier heb gehoord: dictatuur, schaamteloos, afschuw, afkeer, geweten achterlaten, dramatische kronkels, schizofrene toestanden, waarheid achter de hand houden, sluike manier, blabla, leugen, wind, grenzen van het fatsoen, meined, voor de gek houden.

Ik hoop dat wij op een andere manier dan op voornoemde manier aan politiek kunnen doen.

(Applaus)

(Applaudissements)

Il y en a ici qui ont réussi à faire un discours sans employer le mot emploi, sans parler du budget, sans parler du climat.

Il faut le faire! Nous connaissons la plus grande crise économique. Il faut le faire de ne pas employer ces termes quand on fait un discours de plusieurs dizaines de minutes!

Men had het over geloofwaardigheid. Sommigen hebben naar het verleden verwezen. Welnu, als de geloofwaardigheid het resultaat is van het verleden, dan durf ik gerust naar mijn verleden kijken. Dat durf ik gerust doen. Toen ik minister van Begroting was, had ik een begrotingstekort van 7,5% van het bruto binnenlands product. Toen we eindigden, hadden we bijna een evenwicht.

Als het gaat over de staatshervorming, ik was – gelukkig of ongelukkig – er al bij in 1980; stel u voor! Gelieve mij trouwens te excuseren dat ik zo oud ben. Toen hadden wij bijna geen budgettaire middelen voor de toenmalige cultuurraden. Er was eigenlijk op dat vlak niks. Vandaag hebben de Gewesten en de Gemeenschappen in ons land 38 miljard euro aan middelen. Waarom moet ik mij dan schamen over het verleden en over wat wij op het vlak van de omvorming van onze Staat tot een echte federale Staat hebben tot stand gebracht? Wij hebben grootse dingen gedaan in het verleden.

Je ne suis pas en faveur d'une politique d'intentions mais bien d'une politique de résultats! Alors, ne vous attendez pas à un spectacle sur différents points: ni sur le plan de la réforme de l'État, ni dans d'autres domaines politiques. Je continue d'ailleurs dans la même lignée que ce qui a été fait par le gouvernement précédent. Notre approche doit être progressive. Nous ne sommes pas un pays de révolution mais bien

d'évolution et de réformes! Il ne s'agit pas de transformer le tout en une fois.

Op het vlak van de staatshervorming zullen wij, met de dialoog van Gemeenschap tot Gemeenschap, voortgaan op het pad van de verdere staatshervorming. Wij hebben dat sinds 1970 al vijf keer gedaan. Men heeft vijf keer de Staat hervormd. Dat is ook zo op het Europese vlak, mijnheer Van de Velde. In een periode van 15 jaar, in de periode tussen het Verdrag van Maastricht en vandaag, heeft men vier of vijf keer het Verdrag van de Unie herzien. Na het Verdrag van Maastricht kwamen het Verdrag van Amsterdam, het Verdrag van Nice, het Grondwettelijk Verdrag en het Verdrag van Lissabon. Men is altijd stap voor stap in de goede richting gegaan. Zelfs zonder dat alle Europese landen over het uiteindelijke doel akkoord gingen, is men de juiste koers blijven volgen.

Dat is nu ook het geval. In 1970 had men bijna 2,5 jaar onderhandeld over de staatshervorming. Tussen 1977 en 1980 heeft men 3,5 jaar onderhandeld over de staatshervorming en dan is de grootste staatshervorming gekomen die men heeft gekend. Met andere woorden, beoordeel ook deze politieke demarche niet op de zeer korte termijn. Wij zullen de dialoog van Gemeenschap tot Gemeenschap voorzetten. Er zijn op dat vlak een tijdje geleden al beslissende of belangrijke stappen gezet en men is opnieuw bezig met op nieuwe domeinen nieuwe akkoorden te sluiten, die in mijn ogen, en in de ogen van velen, belangwekkend zijn.

Quant à la politique budgétaire, il faut savoir ce que l'on veut. Certains ont réussi, dans le même discours, à plaider pour plus de rigueur politique, à demander un nouveau budget et à plaider pour la relance. C'est l'un ou l'autre! Il faut faire un choix.

Il y a un choix, et c'est celui que j'ai proposé. Nous devons surtout nous attaquer au déficit structurel, qui n'est pas nouveau et qui hypothèque l'avenir. Le déficit conjoncturel peut s'effacer avec le retournement de la conjoncture mais il faut s'attaquer au déficit structurel. Le plan de relance répond en grande partie aux critères économiques de l'Union, c'est-à-dire qu'il est ciblé, il est temporaire et il arrive à temps. Il faut surtout s'attaquer à cela, c'est la bonne approche. Mais le fait de plaider en même temps pour plus de rigueur budgétaire et pour la relance, en ne tenant pas compte de la différence entre le structurel et le conjoncturel, c'est tout à fait incohérent!

Wat betreft de parlementaire onderzoekscommissie, in het Europees Parlement heeft men nog niet zo lang geleden een onderzoek gevoerd naar een aantal toestanden in de Europese Commissie. Sommigen hebben dat nog meegemaakt. Men heeft dat onderzoek in eerste instantie toevertrouwd aan een aantal wijzen, die een heel belangrijk rapport hebben ingediend bij het Europees Parlement. Het hoefde zelfs niet door het Europees Parlement worden goedgekeurd, omdat de Commissie op dat ogenblik reeds ontslagnemend was.

In ons voorstel van bijzondere commissie stond ook ingeschreven dat er experts zouden zijn. Natuurlijk is het Parlement daarna meester van zijn werkzaamheden. Dat spreekt voor zich. Al wie het heeft goedgekeurd, vond het een heel wijs voorstel, omdat het een element van objectivering, verzakeling en sereniteit in het debat kon brengen voor het Parlement natuurlijk zijn volledige bevoegdheden kan uitoefenen.

On propose cette même démarche pour la commission d'enquête.

Après ce rapport d'experts, le Parlement reprend, bien sûr, toutes ses prérogatives et toutes ses libertés. C'est d'ailleurs à lui d'en établir les modalités.

Met het feit dat men aan onafhankelijke deskundigen vraagt om de zaken met grote sereniteit en afstandelijkheid te bekijken, is niet alleen niets mis, ik vind het zelfs een versterking van de werkzaamheden van het Parlement.

De topprioriteit is natuurlijk het bestrijden van de economische crisis en het vinden van een sociale weg uit de crisis. Natuurlijk moeten we er rekening mee houden dat België een klein land is, afhankelijk van het buitenland. Onze export bedraagt 80% van ons bruto binnenlands product. Denken dat we op eigen kracht uit de crisis kunnen raken, is dus het ergste wat men kan doen, het is zichzelf iets wijsmaken. Wij zijn bijzonder afhankelijk van de rest. Daarom is het ook heel belangrijk dat men op Europees vlak maatregelen neemt en aan een relance werkt waarin wij ons kunnen inschrijven.

Het is ook niet meer zoals in de jaren 70. Wij hebben een essentieel instrument van economisch beleid naar

Europa overgeheveld. De monetaire politiek is overgeheveld naar Europese instanties, gelukkig maar. Ik mag mij niet inbeelden hoe erg de economische crisis vandaag zou zijn zonder de euro. Ik mag mij dat niet inbeelden. Soms missen we de Belgische frank, al was het maar om, intern, druk uit te oefenen op het beleid. Wij missen dus wel een belangrijk instrument. Er is nog een groot verschil met de jaren 70. We hebben immers belangrijke bevoegdheden gegeven aan de Gewesten en de Gemeenschappen.

Les dépenses des Régions et des Communautés représentent 11% du produit intérieur brut et la plus grande partie des dépenses d'investissement (80%) sont le fait de ces mêmes Régions et Communautés. Comme on l'a dit tout à l'heure, l'investissement est un outil très important de relance économique mais cet outil est dans les mains des Régions et des Communautés. Le pouvoir fédéral n'est donc pas le seul responsable en matière de relance: les entités fédérées jouent aussi un très grand rôle, tout comme l'Europe.

Ik heb het gezegd zonder te specificeren, doorheen het economisch beleid mag men langetermijndoelstellingen niet uit het oog verliezen. De heer Nollet heeft gezegd dat het klimaat vandaag begint. Natuurlijk is dat zo, maar het is een doelstelling die men pas op langere termijn tot zijn recht zal zien komen.

Tot die doelstellingen behoort ook een verdere hervorming van de Staat. In die doelstellingen zit natuurlijk ook het objectief van de vergrijzing en de veroudering van de bevolking.

Met andere woorden, doorheen de kortetermijnobjectieven om uit de crisis te geraken mag men de langetermijnobjectieven niet uit het oog verliezen. Ik heb er daarstraks reeds verschillende keren allusie op gemaakt.

Chers collègues, pour conclure, ne jugez pas le gouvernement et la majorité sur ses intentions mais sur ses résultats! Pas ses résultats à très court terme: jugez-nous en 2011!

Beoordeel ons niet op onze intenties. Beoordeel ons nog niet op onze resultaten. Beoordeel ons op het einde van de rit, in 2011.

(Langdurig applaus)

(Applaudissements nourris)

De **voorzitter**: Collega's, wie schrijft zich in voor de replieken? Ik noteer de namen van de collega's Annemans, Nollet, Dedecker, Jambon, Vanvelthoven en Almaci. De replieken duren maximaal 10 minuten, maar u mag ook minder lang spreken.

01.24 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, ik heb hier vanmorgen beweerd dat met u paars terug is. Dat is in minstens een opzicht het geval. Het is immers sinds Guy Verhofstadt geleden dat wij de eerste minister zo hebben horen toejuichen. Dat was een kenmerk van paars.

Mijnheer de eerste minister, u bent legendarisch geworden, en overigens betiteld met de term de sfinx, omdat u gedurende meer dan tien jaar niet eens een tiende hebt gesproken van wat u vandaag hebt gesproken. U zweeg en u keek naar de zaken, zowel binnen als buiten uw eigen partij. Af en toe mochten wij iets vernemen via uw website, maar voor het overige was Herman Van Rompuy iemand die hier niets zei en daarom de sfinx werd genoemd. Dat had ook wel redenen die meer te maken hadden met de interne partijkeuken van CD&V.

Die sfinx, van wie ik aannam dat hij ons een gelukkig nieuwjaar zou wensen en het daarbij zou laten, had het daarbij ook beter gelaten. Inderdaad, in al wat u nadien hebt gedaan volgde de heel klassieke recepten van Guy Verhofstadt. Hij kwam met veel bravoure naar het spreekgestoelte – dat zult u zich heel goed herinneren – maar zijn methode was vrij simpel. U imiteert die methode vandaag en ze is succesvol gebleken, gelet op het grote applaus.

Hij houdt een vlamme speech met een paar vondsten in en valt uit tegen de oppositie. Hij krijgt vervolgens een ovationeel applaus. Daardoor hult de eerste minister zich in een roes, veroorzaakt door het effect van de sprekertribune. Hij denkt dat hij goed bezig is, gaat terug naar beneden en wordt ovationeel toegejuicht.

Persoonlijk zult u het applaus wel weten te relativeren. Het is echter die sfeer, die paarse sfeer van de schone schijn die u hier vandaag hebt weten op te roepen, waarvoor ik u kan feliciteren.

Ik blijf echter herhalen wat ik deze voormiddag heb gezegd. Hoe meer u beweert dat u voor stabiliteit, vertrouwen en degelijkheid staat, hoe meer u, telkens opnieuw, zult onderstrepen dat het vertrouwen, de stabiliteit en de degelijkheid niet aanwezig waren, toen uw voorgangers, die voor u de verkiezingsoverwinning prepareerden, hier stonden en er op die manier voor zorgden dat u opnieuw aan de macht kon komen en vandaag eerste minister kon worden.

In uw regeerakkoord zijn er inderdaad slechts twee zaken die echt een debat waard zijn geweest. Wij hebben ze hier wel degelijk in het licht gesteld, hoewel u beweert dat de oppositie er niets of niets nieuws over heeft gezegd.

Er is wel degelijk iets nieuws, namelijk Brussel-Halle-Vilvoorde. Vraag mij niet om u te vertrouwen. U hebt hier zelf erkend – de heer Bacquellaine heeft het ook met zoveel woorden bevestigd – dat er een groupe de travail is. Eindelijk wordt de Franstalige eis voor een aparte onderhandeling over Brussel-Halle-Vilvoorde gerealiseerd. Uw regering heeft die toegeving tersluiks gedaan. U probeert het bovendien te verbergen, door te beweren dat zij die een en ander bekritisieren, niets nieuws hebben gezegd.

Ik blijf herhalen dat u met een tersluikse truc een andere weg en een ander pad opgaat dan de Vlaamse partijen mochten doen. U hebt dus niet niets gezegd. U hebt het ook bevestigd, al was het maar door er hier op deze tribune tijdens uw repliek met geen woord over te reppen. Daardoor hebt u bevestigd wat wij ter zake hebben beweerd. Daardoor hebt u de kritiek die de oppositie in dat verband uitbracht, bevestigd.

Ook inzake de onderzoekscommissie maakt u zich er met een truc van luie Charel vanaf. U focust op dat dwaze, groene debat over de experts voor een onderzoekscommissie. Natuurlijk zal een onderzoekscommissie experts nodig hebben. Dat is echter niet het debat. Wat is het debat? Het debat is welke onderzoekscommissie wij voor welke reden zullen oprichten. In uw regeerakkoord – dat is wat ik heb gezegd – hebt u een parlementaire onderzoekscommissie toegelaten. Daar komt het op neer. Het Parlement zal de oprichting ervan niet autonoom bepalen. U laat ze toe voor de zaak-Leterme-Vandeuren. Alle, overige kwesties hebt u naar een bijzondere commissie verwezen. Daarover had het debat moeten gaan. Ook daarover is hier vandaag duidelijkheid gekomen.

De vriendelijke collega Verherstraeten zei op 17 december, de fameuze datum, hier op deze tribune: “Wij willen een onderzoekscommissie met de opdrachten die wij enkele dagen geleden hebben gegeven aan de bijzondere commissie, met daarnaast de bijkomende opdracht om na te gaan...” Die Verherstraeten heeft hier vandaag in uw opdracht bevestigd dat dit niet het geval zal zijn, en dat hij wat dat betreft zijn staart intrekt en een bocht van 180 graden neemt. Er zullen twee onderzoekscommissies komen, namelijk een die geen kwaad kan en die snel Vandeuren en Leterme terug naar hier moet brengen en een andere waaruit alle politieke kracht is weggehaald en die de bankencrisis – het echte beleid – zal mogen toetsen aan de werkelijkheid.

Kom hier dus niet zeggen dat er niets nieuws is gezegd want die twee debatten – over de onderzoekscommissie en het onderzoek naar de bankencrisis, en Brussel-Halle-Vilvoorde – tonen aan dat u wel degelijk het vertrouwen waard bent van degenen die nu met veel applaus zeggen dat zij eindelijk een eerste minister hebben die zij kunnen vertrouwen, degenen die u in uw oor fluisteren dat u een nieuwe CD&V brengt, de CD&V die dit land nodig heeft, een onschadelijke CD&V. Een CD&V die haar Vlaamse Leeuwen heeft weggegooid, een CD&V die haar leiders heeft buiten gegooid, een CD&V die terug doet zoals Dehaene en Martens het deden. De mensen die u dat zeggen, de Franstaligen die u zeggen dat zij u vertrouwen, dat zijn inderdaad degenen wiens vertrouwen u waard bent. Dat zijn degenen die het vertrouwen zullen geven en met veel overtuiging. De meerderheid van de Vlaamse parlementsleden in deze Kamer zullen dit niet doen. Zelfs al zou uw CD&V u toch volgen dan nog zal het een minderheid zijn. Dat is immers het kenmerk: u regeert namens de Franstaligen en wat dat betreft, zult u inderdaad met veel applaus worden onthaald. Hun vertrouwen zult u hebben; dat zal geen enkel probleem vormen.

Collega Verherstraeten heeft met een bijna pathetisch gebaar gezegd: Bedankt, Yves! Bedankt, Jo! Bedankt, Inge! Ik heb geluisterd. Ik weet eigenlijk niet waarvoor hij hen bedankte. Dat kwam niet duidelijk uit de verf. Was het voor de verkiezingsoverwinning dat hij hen bedankte? Was het voor het feit dat zij het toneel hebben verlaten? Wij weten het niet maar wij zullen het wel zien. Als u komt zeggen dat het wel snor

zit met de geloofwaardigheid van de CD&V en van de Vlaamse politiek, dat uw geloofwaardigheid niet is beschadigd en dat u trots bent op uw verleden van Maastricht en uw realisaties meent te kunnen aanhalen, dan antwoord ik u dat ik hier vandaag niet heb beweerd dat u zich moest schamen voor uw verleden.

Voor uw geloofwaardigheid moet u zich schamen over het heden. Ik ben het niet die dat zegt; ik haal daarvoor de enige aan die hier vandaag had moeten zijn en die hier niet kan zijn omdat zij consequent niet voor deze regering zal stemmen, met name Inge Vervotte, die zei in haar afscheidsbrief: "Die overwinning hebben we mede te danken aan de uitstekende samenwerking op topniveau en het vertrouwen dat we hadden in elkaar, ons programma en onze partij. Iedere partij", dat was een uithaal naar uw Kamervoorzitter, mijnheer de premier, "is uiteraard verantwoordelijk voor de mensen die zij naar voren schuift, maar de premier is verantwoordelijk voor de hele ploeg, en die ploeg moet geloofwaardig zijn". Vraag niet aan mij om u vandaag geloofwaardig te vinden.

01.25 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen!): Monsieur le premier ministre, vous avez recueilli beaucoup d'applaudissements suite à votre intervention. Je ne peux m'empêcher d'imaginer que ceux qui ont applaudi ont notamment pensé que le siège de premier ministre était enfin réellement occupé.

Cela dit, vous aurez également constaté comme moi que, malgré les applaudissements, une absence de marque était à déplorer. Une ancienne de vos ministres, élément d'une fraction de votre propre groupe, a fait des déclarations importantes durant ces derniers jours et, sauf retournement improbable de situation, elle ne nous rejoindra pas pour voter la confiance, ce qui en termes mathématiques aura une certaine portée. Certains membres de votre majorité tenteront probablement d'en profiter assez rapidement.

Sur le fond, monsieur le premier ministre, vous avez mis en exergue une partie de l'opposition qui n'aurait pas parlé d'emploi, de climat et de budget. Pour notre part, nous ne nous sentons évidemment pas concernés par vos propos puisque nous avons explicitement abordé ces trois sujets.

Néanmoins, j'aimerais vous renvoyer la pareille et vous paraphraser. Ainsi, comment se peut-il qu'un gouvernement n'évoque ni dans son texte écrit, ni dans son texte oral, ni dans sa réponse du haut de cette tribune, à aucun moment, le dossier de l'immigration et la nécessité d'une circulaire en matière de régularisation? Ne pensez-vous pas qu'il existe, là aussi, un problème? Je ne pense pas ici à l'opposition, mais à la majorité et au gouvernement. En effet, il faut savoir que derrière ce dossier se trouvent des milliers des personnes qui attendent de savoir ce qu'il adviendra des critères retenus. Cela fait maintenant plus de 18 mois que cette promesse leur a été faite. Ne pensez-vous pas sincèrement qu'un problème se pose également au sein de la majorité?

Je voudrais également attirer votre attention sur l'absence d'intervention quant à la dimension internationale et au rôle de la Belgique dans le monde.

Actuellement, nous suivons une nouvelle fois, par télévision interposée, une des crises les plus profondes au Moyen-Orient. Or je ne vous ai pas entendu parler du conflit israélo-palestinien. Je ne vous ai pas non plus entendu évoquer la situation en Afrique et au Sud-Kivu.

Monsieur le premier ministre, cela aussi devrait être abordé dans le cadre d'un débat, d'une déclaration de politique générale, même si – vous l'avez dit vous-même – vous reprenez telle quelle la déclaration précédente. Parce que les choses évoluent sur le terrain, notamment à Gaza et au Kivu, vous deviez aussi aborder ces questions-là aujourd'hui! Nous les avons abordées. C'est notre rôle en tant que parti d'opposition, monsieur le premier ministre, vous n'y pensez peut-être pas. Dans votre réplique, ces éléments-là aussi doivent faire partie d'une vraie politique.

Vous ne voulez pas de révolution. Je le comprends et je partage également cette intention. Nous en avons d'ailleurs parlé. Le mot "évolution" sera selon moi intéressant dans les débats institutionnels que nous aurons – je l'espère – dans les mois à venir. Permettez-moi quand même de signaler que nous sortons de 18 mois de stagnation. Aucune évolution concrète n'a pu être réalisée! Dans ces moments-là, le rôle d'une opposition est fondamental pour la démocratie. C'est aussi pour cette raison que nous continuerons à jouer notre rôle!

Vous parlez également de la nécessité de s'adapter aux nouvelles circonstances. Vous avez abordé ce sujet au détour des 200.000 emplois. Je ne vous demande que cela! Toutefois, le fait de reprendre in extenso les engagements qui avaient été pris au mois de mars sera difficilement tenable. Toujours est-il que le texte ne

prévoit rien d'autre en matière d'emploi.

Enfin, et j'insiste sur ce point, la nécessité de s'adapter consiste aussi à créer ce lien entre la relance économique et la transition écologique. Ce n'est pas gratuitement que je me suis permis d'interrompre notre collègue, M. Brotcorne, alors qu'il était à la tribune en lui demandant de cibler le plan de relance sur ce qui est au cœur de la relance économique et la transition écologique.

En ce qui concerne les 300 millions d'euros qui seront consacrés, de manière vague et générale, au secteur de la construction via la réduction de la TVA, monsieur Reynders, je demande de les cibler explicitement sur ce qui fait l'enjeu de demain, à savoir cette transition écologique dont vous ne parlez que si peu dans votre déclaration gouvernementale!

01.26 Peter Vanvelthoven (sp.a+VI.Pro): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, collega's, ik heb u horen zeggen, mijnheer de eerste minister, dat de intellectuele eerlijkheid u gebiedt om te zeggen dat de oppositie het afgelopen anderhalf jaar niet veel nieuws heeft verteld.

Mijnheer de eerste minister, de intellectuele eerlijkheid gebiedt ook om te zeggen dat de vorige regering, waarvan u weliswaar geen deel uitmaakte, het laatste anderhalf jaar er bijzonder weinig van gebakken heeft.

De intellectuele eerlijkheid gebiedt toch, maar u vergeet dat te zeggen, vast te stellen dat het uw partij was die voor de verkiezingen zei dat Brussel-Halle-Vilvoorde in vijf minuten zou kunnen worden gesplitst.

De intellectuele eerlijkheid gebiedt toch te vermelden dat het uw partij was, CD&V, die zei dat er een grote staatshervorming zou zijn tegen 15 juli 2008. Dat valt ook onder de intellectuele eerlijkheid.

Mijnheer de eerste minister, ik wil alleen maar zeggen dat u er zich hier vandaag heeft vanaf gemaakt met te zeggen dat wij u niet mogen beoordelen op intenties en zeker niet op het afgelopen anderhalf jaar. U hebt uw best gedaan om te verwijzen naar het verdere verleden, naar uw glorie tijd in het verleden, om te zeggen dat het allemaal nog goed kan komen. Wij mogen echter niets zeggen over het afgelopen anderhalf jaar, want dat is te kort.

Ik heb u ook horen zeggen dat u zegt dat het tijd is om op een andere manier aan politiek te doen. Dat is ook weer een verwijzing of een sneer naar de oppositie, want wij zijn misschien soms iets te scherp, dus het moet wat minder scherp zijn, vermoed ik dan.

Ik hoop eerlijk gezegd dat wij op een andere manier aan politiek mogen doen. Ik heb dat immers nog gehoord. De intellectuele eerlijkheid gebiedt om te zeggen dat ex-eerste minister Letermé dat in een video na het verlaten van het ziekenhuis heeft gezegd. Hij zei dat hij op een andere manier aan politiek ging doen. Ook dat herinneren wij ons, maar dat is gebeurd in het afgelopen anderhalf jaar en dus mogen wij daarover misschien niets zeggen.

In verband met de staatshervorming hebt u een beetje iedereen hier de les gelezen. U hebt gezegd dat men de tijd moet nemen voor de staatshervorming. U hebt ook verwezen naar het verleden. Ik ben het daarmee eens. Wij zeggen reeds maanden dat men daarvoor de tijd moet nemen.

De intellectuele eerlijkheid gebiedt mij echter u te zeggen dat u dat het afgelopen anderhalf jaar beter aan uw partij had gezegd in plaats van het hier vandaag te komen verkondigen. U kon al anderhalf jaar lang aan uw partij hebben gezegd dat zij tijd moeten nemen voor die staatshervorming, en niet telkens opnieuw een deadline van nog eens twee maanden en nog eens drie maanden voorop te stellen. Ik beschouw me vandaag dus niet als aangesproken wanneer u die wijze woorden hier uit. Die wijze woorden zaten er bij ons al iets langer in dan bij uw partij.

U hebt het gehad over de onderzoekscommissie. Ook daar hebt u een uitleg gegeven. Experts zijn evident. Ik heb ook het genoeg gehad om destijds in de dioxine-onderzoekscommissie te zetelen. We werden toen bijgestaan door experts, zoals dat in elke onderzoekscommissie gebeurt. De enige vraag is of wij als parlementsleden rechtstreeks vragen mogen stellen aan de getuigen of niet. Dat blijft vandaag in het ongewisse. Zoals ik het begrijp, zouden wij dat niet mogen en zullen de experts dat doen.

Ten tweede, ook dat is intellectuele eerlijkheid, de onderzoekscommissie was tot vorige week iets dat volgens uw partij CD&V alles zou omvatten, vanaf het begin van de financiële crisis tot en met de mogelijke

inmenging in gerechtelijke procedures. Dat is wat uw partij vorige week zei. De intellectuele eerlijkheid die u zou moeten hebben, zou u de uitspraak moeten hebben ontlokt dat uw partij ondertussen daarvan niet meer overtuigd is. Integendeel, uw partij zegt vandaag dat het niet meer hoeft.

Als u meent dat u ons de les moet spellen over intellectuele eerlijkheid, dan wil ik nog even het volgende zeggen. Begin met uzelf, begin met deze regering. Net zoals geloofwaardigheid en het herwinnen van vertrouwen is intellectuele eerlijkheid bijzonder belangrijk. Het volstaat echter niet om dat met woorden te belijden. Daden zullen uw woorden dringend kracht moeten bijzetten.

De **voorzitter**: Collega Dedecker heeft het woord.

(...): (...)

01.27 Jean Marie Dedecker (LDD): Mijnheer Jambon, het gaat waarschijnlijk over virtuele grootte, dat is een groot verschil, maar ik moet u feliciteren, want uw fractie is met nog een parlamentslid gegroeid, dankzij CD&V. Dat is het voordeel van deze coalitie.

Mijnheer de premier, u beheerst op een fantastische manier de trucs van de floor. U hebt een prachtig punt aangeraakt, over de interne werking van onze democratie. U hebt gelijk. Toen u hier nog zat en moest luisteren naar de oppositie had u een déjà vu, zei u. Het is tegenwoordig een teken van onze democratie, die in feite geen democratie meer is, maar een democratuur, dat de meerderheid altijd de wijsheid in pacht heeft en nooit meer luistert.

Ik was heel tevreden toen ik u hoorde zeggen dat wij voor 80% van de export leven. Dat is inderdaad zo. Wat u er niet hebt bijgezegd, is dat door het beleid van de voorbije jaren ons marktaandeel in 12 jaar met 25% is gezakt. Ik weet dat u uit een andere eeuw komt, maar het is tijd voor andere maatregelen. Men moet stoppen met lappen en tappen om aan de macht te blijven. Dat heb ik hier duidelijk willen maken.

Met drie verschillende ideologieën geraakt u er niet. De enige bedoeling is te blijven zitten. Na de woorden “wij blijven zitten tot 2011” volgde een daverend applaus. Ik heb u niet horen zeggen hoe u de problemen zult oplossen. Dat heb ik u niet horen zeggen. Het staat ook niet in uw nieuwjaarsbrief. Ik heb alleen een daverend applaus gehoord toen u zei: “Wij blijven met z’n allen op ons postje geplakt tot in 2011 en daarom zijn wij gelukkig”. Er zijn structurele maatregelen nodig. Het rommelen in de marge moet ophouden. Uw coalitiepartner, de Open Vld, weet dat heel goed, maar zij houden zich ook liever vast aan hun stoeltje dan aan andere maatregelen.

Ik heb u ook horen zeggen dat u in het verleden grootse zaken hebt gerealiseerd. Ik betwijfel dat niet, maar het probleem Brussel-Halle-Vilvoorde dateert van de tijd dat u nog in korte broek rondliep. Dat was in 1963. Ik weet niet in hoeveel regeringen u ondertussen hebt gezeten, maar u hebt toch de tijd gehad om dat op te lossen? Mijnheer de premier, luister goed, wie heeft er gezegd dat het vijf minuten politieke moed vergde? Welke partij heeft dat gezegd, mijnheer Verherstraeten? Ik denk dat het uw partij was, mijnheer de premier.

U zegt dat we niet over kortetermijnoplossingen mogen praten, maar over lange termijn moeten oordelen. Nochtans is het uw partij die over “vijf minuten” heeft gesproken. Uw partij heeft eveneens gezegd niet in een regering te zullen stappen zonder een grote staatshervorming. Dat was van CD&V afkomstig en niet van de oppositie.

Aanpassen aan nieuwe omstandigheden, dat moeten we inderdaad doen. Alleen moet u ervoor zorgen dat de fundamenteen goed zitten. Ik zal een voorbeeld aanhalen, één voorbeeld maar, uit mijn eigen streek. Ik heb een van de grootste wereldwonders in de economie gekend, in Ieper, toevallig de streek van de vorige premier. Voor een bedrijf werden er daar 92 kapitaalsverhogingen gedaan. Het kon niet op. Minister Van Quickenborne weet over welk bedrijf het gaat. Het kon echt niet op. Zelfs een heel groot politicus, volgens bepaalde partijen de grootste politicus die ons land heeft gekend – de Vld zal daarmee niet akkoord gaan –, heeft meegewerkt en reclame gemaakt om die kapitaalsverhoging door te voeren. Desondanks is dat bedrijf toch failliet gegaan. Waarom? Welnu, nieuwe omstandigheden hebben inderdaad nieuwe remedies nodig. Dat kan niet door gerommel in de marge, vandaar dat wij de vraag hebben gesteld.

Wij hebben wél gesproken over werkgelegenheid. We hebben zelfs gesproken over het openhouden van de kerncentrales, waar niemand aan durft te raken. Wij hebben wel gepraat over de begroting.

De laatste begroting die ik hier heb gezien, van uw partij, sprak nog altijd over een economische groei van 1,2%. Wij hebben die begroting niet gemaakt, maar u hebt die begroting gemaakt, uw partij heeft die begroting gemaakt. Daarover vragen wij uitleg.

Tot slot wil ik nog even terugkomen op die onderzoekscommissie. Het gaat niet over het feit of er daar nu al dan niet experts moeten bijkomen. Wel gaat het over het feit of de commissie moet bestaan uit experts die eerst een verslag maken en vervolgens dat verslag aan het Parlement overhandigen, dat dan mag nagaan hoe het zit. Daarover gaat het. Wij vragen dat het een commissie wordt, geleid door parlementsleden. Dat die commissie wordt bijgestaan door onafhankelijke experts, is nog maar normaal. Dat gebeurt in iedere onderzoekscommissie. Maakt u er toch geen discussie over het geslacht der engelen van.

Mijnheer Verherstraeten, ik reken erop dat u uw wetsvoorstel dienaangaande, waarover u het vandaag al vijftien keer hebt gehad, zult indienen, samen met de Vld. Ik wacht er met ongeduld op.

Mijnheer de premier, ik wil u klaar en duidelijk zeggen dat u het voordeel van de twijfel geniet. Of de oppositie nu constructief of destructief is, het is de plicht van de oppositie om waakzaam te zijn en om oppositie te voeren. U geniet het voordeel van de twijfel, omdat ik u ook al lang ken als mens. We zullen echter ontzettend waakzaam zijn, en zeker voor die onderzoekscommissie. De chaos heeft namelijk lang genoeg geduurd en duurt nu voort met dezelfde mensen die de chaos hebben veroorzaakt.

Ik vind het alleen jammer dat u bang bent om de mening van de mensen in de straat te vragen. Het cement dat u bijeenhoudt – ik herhaal het – is gewoon het cement van de macht.

De **voorzitter**: Mijnheer Jambon, ik had u moeten laten voorgaan.

01.28 Jan Jambon (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik wist niet dat opiniepeilingen de volgorde van de sprekers in het halfroond zouden bepalen. Dan had de heer Dedecker misschien nog een paar plaatsen vroeger aan bod moeten komen.

De **voorzitter**: Dat komt door een aantal verschuivingen.

01.29 Jan Jambon (N-VA): Er zijn wel wat verschuivingen geweest.

Premier, door uw optreden zo-even hebben we weer de retoriek en de lyriek kunnen verwelkomen in het Parlement. Ik vraag mij echter af of we met de huidige sfeer en de toestand waarin het land verkeert, wel nood hebben aan retoriek en lyriek. Ik denk veeleer dat men nood heeft aan intenties en krachtdadige daden. Met retoriek en lyriek alleen zullen we het niet opgelost krijgen.

U zei dat u weinig nieuws had gehoord van de oppositie. Mijnheer de eerste minister, ik denk dat dat klopt. Wij zijn hier dan ook al bijeen voor de derde regeringsverklaring met identiek dezelfde inhoud. Na drie keer wordt het moeilijk om er nieuwe elementen aan toe te voegen als de meerderheid geen nieuwe elementen aanbrengt. U hebt op het budget gewezen en gezegd dat men het onderscheid moet maken tussen het structurele tekort van het budget, de structurele toestand van het budget, en de conjunctuur waarin we ons bevinden. Ook daarin hebt u voor honderd procent gelijk. De recentste voorspellingen die we hebben gehoord – waarschijnlijk evolueren ze nog altijd – houden in dat we affietsen op een deficit van 7 miljard euro. Daartegenover staat een relanceplan van 2 miljard. 7 miljard deficit en een relanceplan van 2 miljard. Dat wil zeggen dat we met een structureel tekort van 5 miljard te maken hebben. We hadden graag intenties en daden gezien om dat weg te werken.

Ten slotte, mijnheer de eerste minister, is er de staatshervorming. U grijpt voor de staatshervorming terug naar het verleden en u schetst de vijf staatshervormingen uit het verleden. Ik dacht dat het net was, omdat de toestand die na die vijf staatshervormingen is geschapen in dit land, niet werkt en we de echte problemen in dit land niet kunnen aanpakken, dat we samen, eerst CD&V en N-VA en daarna met de oranje-blauwe coalitie, campagne hebben gevoerd en daarna de verkiezingen klinkend hebben gewonnen met een nieuwe staatshervorming. We hebben gesteld dat aan die toestand een einde moest komen en dat we naar een nieuwe staatshervorming moesten. Die nieuwe staatshervorming moest er snel komen, omdat we de fundamentele problemen van dit land moesten kunnen aanpakken.

Ik ben daarna, bij uw verklaring, steil achterover geslaan. U hebt daarstraks, in uw verklaring, ons gemeenschappelijk programma, het kartelprogramma, onderuitgehaald. U schuift de staatshervorming door

naar 2011 en u begraaft BHV in het zoeken naar een compromis. Dat staat, mijnheer de eerste minister, in absoluut schril contrast met het gemeenschappelijk programma dat wij samen hebben gevoerd. Het kartel bestaat al zes maanden niet meer. Daarnet hebt u ook het kartelprogramma begraven.

01.30 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Mijnheer de eerste minister, op deze tweede nieuwjaarsdag zal ik het kort houden. Ik ben begonnen met te zeggen dat het premierschap u van harte is gegund. Ik heb gezien dat u er daarnet alvast veel plezier aan hebt beleefd. Voor de meerderheid was het eindelijk een therapeutische ontlading na maanden van miserie. Het was een opluchting.

Ik moet zeggen dat u hier goed tot uw recht komt. Het is een beetje anders dan mij altijd te moeten aanmanen om kort en bondig te zijn. Ik apprecieer dat wel. De debatten zullen gelukkig meer inhoudelijk worden.

Geachte premier, de betogen zijn inderdaad niet nieuw. Ik heb hier al herhaalde malen op dezelfde nagel geklopt. Ze leggen de vinger voor de zoveelste keer op dezelfde zere wonde. De drie uitdagingen waarvoor we staan, zijn dezelfde als die van 18 maanden geleden: de sociale uitdaging, de klimaatverandering en de financieel-economische uitdaging, want reeds in maart hadden wij gewaarschuwd voor de financiële storm die op ons afkwam.

We hebben gezien dat de burgers al die tijd geen antwoord hebben gekregen op geen enkele van die drie crisissen. Wij hopen dat ze eindelijk worden aangepakt: armoede, asiel, waarover overigens ook in het antwoord geen woord werd gezegd, de begroting en de klimaatwijziging. Wij hebben vandaag geen duidelijke richting van u gehoord. De grootse dingen van het verleden, toen ik nog niet zo oud was – er is een leeftijdsverschil tussen ons – zijn ook nu nodig. Hoe zult u dat aanpakken, als u blijft vasthouden aan een begroting die een structureel onevenwicht vertoont? Hoe zult u dat tekort concreet bestrijden, via welke resultaatsverbintenissen en via welk stappenplan? Ik hoef daarop niet onmiddellijk vandaag een antwoord te krijgen, maar hopelijk wel zo snel mogelijk en niet nog eens 18 maanden later.

Wat het klimaat betreft, moeten de maatregelen inderdaad een langetermijneffect sorteren, maar om dat effect te kunnen halen, moet er nu worden gehandeld. Dat betekent dat het schip van de economie ook in die richting moet worden gestuurd. Als er wordt doorgegaan met de begroting en als er wordt doorgegaan met het relanceplan, dan moet de 0,01 procent in het relanceplan heel wat meer worden op ecologisch gebied.

Ik besluit dat zowel voor de sociale, de ecologische als de financieel-economische crisis dringend maatregelen moeten worden opgenomen.

Mijnheer de eerste minister, een wijs man heeft ooit eens gezegd: een optimist is een slecht ingelichte pessimist. U zult wel weten wie ik bedoel.

Op basis van wat wij hier vandaag kregen voorgeschoteld, op basis van de voorbije 18 maanden, op basis van het structurele tekort van de begroting, het uitblijven van sociale maatregelen en klimaatmaatregelen, op basis van de ontstellende stoelendans en nog steeds de afwezigheid van mevrouw Vervotte hier, kunt u het mij niet kwalijk nemen dat ik vandaag tot het kamp van de pessimisten wordt gerekend.

02 Naam van een fractie

02 Dénomination d'un groupe politique

De **voorzitter**: Bij brief van 2 januari 2009 deelt de fractievoorzitter van de sp.a-fractie mee dat de fractie voortaan sp.a heet in plaats van sp.a+VI.Pro.

Par lettre du 2 janvier 2009, le président du groupe sp.a communique que le nom de son groupe sera dorénavant sp.a au lieu de sp.a+VI.Pro.

Naamstemmingen

Votes nominatifs

03 Motie van vertrouwen ingediend door de eerste minister na de verklaring van de regering

03 Motion de confiance déposée par le premier ministre à l'issue de la déclaration du gouvernement

Ik breng deze motie in stemming.
Je mets cette motion aux voix.

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (*Ja*)
Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (*Oui*)

03.01 Ben Weyts (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik zit hier in een vreemde situatie, want ik ben eigenlijk opvolger van Herman Van Rompuy. Ik zit hier dankzij deze regering, ik zit hier dankzij het premierschap van Herman Van Rompuy, en toch ben ik daar niet blij om. Ik zal deze regering inderdaad niet steunen. Ik zal dan waarschijnlijk het eerste parlamentslid ooit zijn dat stemt tegen die persoon en die regering die hem in dit Parlement hebben binnengebracht. Ik zal misschien het eerste parlamentslid zijn dat onrechtstreeks pleit voor zijn eigen ontslag, maar liever eerlijk en rechtlijnig, dan tegen de Vlaamse zaak.

De **voorzitter**: Ondank is 's werelds loon, mijnheer de eerste minister.

Begin van de stemming / Début du vote.
Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(*Stemming/vote 1*)

Ja	88	Oui
Nee	45	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	133	Total

De motie van vertrouwen is aangenomen.
La motion de confiance est adoptée.

La Conférence des présidents se réunira mercredi.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering donderdag 8 januari 2009 om 14.15 uur.
La séance est levée. Prochaine séance le jeudi 8 janvier 2009 à 14.15 heures.

De vergadering wordt gesloten om 16.44 uur.
La séance est levée à 16.44 heures.

Dit verslag heeft geen bijlage.

Ce compte rendu n'a pas d'annexe.

DETAIL VAN DE NAAMSTEMMINGEN**DETAIL DES VOTES NOMINATIFS**

Naamstemming - Vote nominatif: 001

Ja	088	Oui
----	-----	-----

Arens, Bacquelaine, Baeselen, Becq, Bellot, Bogaert, Brotcorne, Burgeon, Claes, Clarinval, Coëme, Collard, Cornil, Crucke, Daems, Dallemagne, De Block, De Bue, De Clercq, De Croo, de Donnea, della Faille de Leverghem, Déom, De Permentier, De Potter, De Schamphelaere, Deseyn, Destrebecq, Dewael, Dierick, Dieu, Di Rupo, Doomst, Ducarme Denis, Eerdeken, Flahaut, Flahaux, Frédéric, Galant, George, Giet, Hamal, Jadin, Jeholet, Kindermans, Lahaye-Battheu, Lambert, Lavaux, Lecomte, Lejeune, Maingain, Marghem, Mayeur, Moriau, Musin, Muylle, Nyssens, Otlet, Partyka, Pécriaux, Perpète, Prévot, Reuter, Salvi, Schiltz, Schyns, Somers, Somers, Staelraeve, Terwingen, Thiébaut, Tommelein, Uyttersprot, Van Biesen, Van Campenhout, Van Cauter, Van Daele, Van den Bergh, Van der Auwera, Vandeurzen, Van Grootenbrulle, Vautmans, Vercamer, Verhaegen, Verherstraeten, Versnick, Vervotte, Wiaux

Nee	045	Non
-----	-----	-----

Almaci, Annemans, Bonte, Boulet, Bultinck, Dedecker, De Groote, De Maght, De Man, De Rammelaere, Detiège, De Vriendt, Douifi, Geerts, Genot, Gerkens, Goyvaerts, Henry, Jambon, Kitir, Laeremans, Landuyt, Logghe, Mortelmans, Nollet, Pas, Peeters, Schoofs, Sevenhans, Smeyers, Snoy et d'Oppuers, Stevenheydens, Valkeniers, Van den Bossche, Van den Eynde, Van der Maelen, Van der Straeten, Van de Velde, Van Hecke, Van Noppen, Vanvelthoven, Vijnck, Vissers, Werbrouck, Weyts

Onthoudingen	000	Abstentions
--------------	-----	-------------